

**C A N A D A
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
COUR SUPÉRIEURE**

**BOYS AND GIRLS CLUB OF LONDON
FOUNDATION, ET AL.**

c.

MOLSON COORS BREWING COMPANY, ET AL.

X
:
:
:
Requérants, :
:
:
Intimés. :
:
X

(RECOURS COLLECTIF)
No: 500-06-000314-050

**DANS LA COUR FÉDÉRALE DES ÉTATS-UNIS POUR LE
DISTRICT DU DELAWARE**

**IN RE MOLSON COORS BREWING COMPANY
SECURITIES LITIGATION**

X
:
:
:
X

**Civil Action No. 1:05-cv-00294-GMS
(Consolidated)**

AVIS DE RECOURS COLLECTIFS ET DE PROPOSITION DE RÈGLEMENT

Si vous (1) étiez un ancien actionnaire de Molson Inc. (« Molson ») et avez reçu des actions de Molson Coors Brewing Company («Molson Coors ») à la suite de la fusion du 9 février 2005 (« la Fusion ») de Molson et de Adolph Coors Company (« Coors »); ou (2) avez acheté des actions ordinaires de Coors entre le 22 juillet 2004 et le 9 février 2005; ou (3) avez acheté des actions ordinaires de Molson Coors, entre l'achèvement de la Fusion et le 27 avril 2005, inclusivement, vous avez peut-être droit à un paiement du règlement de ce recours collectif.

Vous pouvez obtenir une copie en anglais de cet Avis et de la Preuve de réclamation en communiquant avec l'Administrateur des réclamations au : www.molsonsettlement.com; ou en téléchargeant les formulaires des sites Internet des procureurs : www.classaction.ca ou www.labaton.com

Cet avis a été approuvé et autorisé par les Tribunaux américain et canadien saisis des Recours. Ceci n'est pas une sollicitation par un avocat.

- Si approuvé par les Tribunaux, le Règlement prévoit un fonds brut de règlement de six millions de dollars américains, plus les intérêts accumulés (le «Fonds brut de règlement»), pour le bénéfice des personnes et entités résidant ou domiciliées au Canada qui ont acheté des actions de Coors ou Molson Coors entre le 22 juillet 2004 et le 27 avril 2005, inclusivement (la « Période du Groupe »), ou qui ont reçu des actions de Molson Coors en échange d'actions de Molson lors de la Fusion, et qui en ont prétendument subi un préjudice (« le Groupe »).
- Le Règlement met fin aux Recours devant la Cour supérieure du Québec (le «Tribunal canadien») et devant la Cour fédérale des États-Unis pour le district du Delaware (le «Tribunal américain») contre les Intimés, recours qui allèguent, entre autres, qu'il y a eu diffusion d'annonces publiques fausses et trompeuses relativement à la fusion de Coors et Molson.
- Si les Tribunaux approuvent ce Règlement, vos droits légaux seront affectés par ce Règlement, que vous agissiez ou pas. Veuillez lire cet Avis attentivement.
- Le Règlement est aussi conditionnel au désistement ou au rejet de trois recours additionnels connexes: *Ayotte-Englot c. Molson Coors Brewing Co., et al.*, Numéro de dossier 05/31136, et *Fenn c. Molson Coors Brewing Co., et al.*, Numéro de dossier 48443 CP, qui sont pendants devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario et *Ayotte-Englot c. Molson Coors Brewing Co., et al.*, Numéro de dossier 550-06-000022-054, qui est pendant devant la Cour supérieure du Québec (ensemble, les «Recours canadiens additionnels»).
- Le Tribunal américain révisera ce Règlement lors de l'Audition sur le règlement qui sera tenue le 18 mai 2009. Le Tribunal canadien révisera aussi le Règlement lors d'une audition tenue le 2 avril 2009. Les paiements seront effectués seulement si les deux Tribunaux approuvent le Règlement et à la suite de la résolution de tout appel. Veuillez demeurer patients.

VOS DROITS ET OPTIONS ISSUS DU PRÉSENT RÈGLEMENT:

SOUMETTRE UNE PREUVE DE RÉCLAMATION AU PLUS TARD LE 19 MARS 2009	C'est le seul moyen d'obtenir une compensation. <i>N.B. : En remettant votre Formulaire de réclamation vous ne renoncez pas à votre droit de soumettre une objection (voyez le « N.B. » sous la rubrique « Faire une objection », ci-dessous)</i>
VOUS EXCLURE AU PLUS TARD LE 19 MARS 2009	Vous n'obtiendrez pas de compensation. Ceci est la seule option qui vous permet de participer à un autre recours contre les Intimés et autres Parties libérées en ce qui concerne les Réclamations réglées.
FAIRE UNE OBJECTION AU PLUS TARD LE 19 MARS 2009	Écrivez pourquoi vous n'êtes pas satisfait du Règlement. Vous demeurerez Membre du Groupe. <i>N.B. : Les Membres du groupe peuvent soumettre une objection et/ou un Formulaire de réclamation. En soumettant une objection, le Membre du groupe ne renonce pas à son droit de déposer un Formulaire de réclamation et, de même, ne renonce pas à son droit de soumettre une objection, ces deux actions n'étant pas mutuellement exclusives.</i>
ALLER À L'AUDITION LE 2 AVRIL 2009 OU LE 18 MAI 2009	Demandez de vous adresser au Tribunal américain ou au Tribunal canadien au sujet de votre opposition au Règlement lors d'une Audition sur le règlement.
NE RIEN FAIRE	Vous n'aurez aucune compensation. Vous renoncez à vos droits.

- Ces droits et options—et les délais dans lesquels vous devez les exercer—sont expliqués dans cet Avis

AVIS SOMMAIRE

Énoncé concernant le recouvrement du requérant:

Conformément au Règlement, un Fonds brut de règlement a été établi et est composé de la somme de 6 000 000,00 \$USD, plus intérêts accumulés. En se basant sur l'estimation des Procureurs des Requêteurs du nombre d'actions ordinaires qui ont possiblement été endommagées, et présumant que toutes les actions participent dans le Règlement, les Procureurs des Requêteurs estiment que le recouvrement moyen par action de Coors ou Molson Coors est approximativement de 0,11 \$USD avant les déductions pour les honoraires des avocats, les débours et frais de gestion approuvés par les Tribunaux.

Un Membre du Groupe canadien ou un Membre du Groupe américain («Membre du groupe») recevra plus ou moins ce montant en moyenne, dépendant du nombre de réclamations soumises; du nombre d'actions que le Membre du Groupe a achetées ou reçues en échange des actions Molson; le marché financier sur lequel le Membre du Groupe a transigé; et le moment de ces achats, réceptions, et ventes (s'il en a). Voir le Plan d'allocation du Fonds net de règlement (ci-dessous) pour de plus amples informations sur la détermination du montant qui pourrait être recouvert par chaque Membre du Groupe selon ce Règlement.

Énoncé concernant le résultat potentiel du litige:

Les parties aux Recours sont en désaccord profond sur tous les éléments de responsabilité et préjudice et ne conviennent pas sur la valeur moyenne de compensation par action qui pourrait être remise même si les requérants avaient gain de cause sur toutes les réclamations alléguées dans les Recours. Les Intimés dans les Recours nient toute responsabilité envers les requérants ou envers les Membres du groupe et nient que les requérants ou Membres du groupe aient subi un quelconque préjudice.

Énoncé concernant les honoraires et frais d'avocats demandés:

Les Procureurs du Groupe canadien dans le Recours canadien («Procureurs du groupe canadien») demanderont au Tribunal canadien qu'il leur soit adjugé des honoraires d'avocats n'excédant pas 10,25% du Fonds brut de règlement, plus le remboursement des frais encourus relativement à la poursuite du Recours canadien, pour un montant n'excédant pas 120 000 \$CDN. Les procureurs du Groupe américain dans le Recours américain (« Procureurs du groupe américain ») demanderont au Tribunal américain qu'il leur soit adjugé des honoraires d'avocats n'excédant pas 14,75% du Fonds brut de règlement, plus le remboursement des frais encourus relativement à la poursuite du Recours américain, pour un montant n'excédant pas 130 000 \$USD.

En somme, et tenant compte d'un cours de change de la Banque du Canada de 1,00 \$CDN à 0,7779 \$USD, le montant total des honoraires et le remboursement des taxes applicables et des débours demandé par les Procureurs des Requêteurs dans les Recours n'excédera pas 30 % du Fonds brut de règlement. Ces montants demandés pour les honoraires des avocats et les débours, si approuvés intégralement par les tribunaux, totaliseront approximativement une moyenne de 0,03 \$USD (0,04 \$CDN) par action affectée.

Les Procureurs des requérants des Recours ont dépensé un nombre considérable d'heures et d'efforts en lien avec les Recours sur une base d'honoraires conditionnels et ont avancé les frais de chacun des Recours, ayant comme objectif que s'ils réussissaient à obtenir une compensation pour les Membres du groupe, ils seraient payés à même cette compensation. Dans ce type de litige, en guise d'honoraires, les procureurs des requérants reçoivent habituellement un pourcentage du fond commun de compensation.

Raisons expliquant le Règlement:

Sur la base de leur enquête et évaluation des faits et du droit, les Procureurs du groupe canadien, les Requérants-représentants canadiens, les Procureurs des requérants principaux américains et les Requérants principaux américains se sont entendus sur le Règlement après avoir considéré, entre autres : (i) les montants liquides pour chaque Membre du groupe; (ii) l'incertitude de la preuve des allégations formulées dans les Recours; (iii) les risques inhérents au litige, tout particulièrement dans des recours complexes tel que celui-ci, ainsi que les difficultés et délais inhérents à tel litige (incluant tout appel); (iv) le risque que le Tribunal américain puisse accorder la requête pendante des Intimés américains de faire rejeter le Recours américain; (v) le risque que le Tribunal américain s'abstienne d'entendre le Recours américain en faveur du Recours canadien, ou vice-versa; (vi) le risque que l'un ou les deux Recours ne soit pas certifié ou autorisé à être exercé sous la forme d'un recours collectif; (vii) l'incertitude inhérente au fait que les parties aient des théories différentes sur le préjudice, même si la responsabilité pourrait être établie à l'audience; (viii) la connaissance de la position probable des Intimés sur plusieurs questions de responsabilité et de préjudice; et (ix) leur croyance que le Règlement est équitable, raisonnable et adéquat.

Les raisons données par les Intimés pour consentir au Règlement sont de mettre fin aux dépenses, fardeau, risque et incertitude substantiels liés à un litige continu; de mettre fin aux réclamations et aux questions sous-jacentes soulevées dans les Recours; et pour éviter qu'il y ait d'autres dépenses et interruptions de la gestion et opération du commerce et des affaires des Intimés à cause des Recours. Le Règlement ne doit pas être interprété et ne constitue pas une admission de quelque responsabilité que ce soit, délit (« tort ») ou préjudice ayant été causé par les Intimés.

Informations additionnelles:

Vous pouvez obtenir des informations additionnelles sur le Règlement et cet Avis en communiquant avec l'Administrateur des réclamations au : *In re Molson Coors Brewing Company Securities Class Action*, c/o Strategic Claims Services, 600 North Jackson Street - Suite 3, Media, PA, 19063; (sans frais) 1-866-802-7949, www.molsoncoorssettlement.com. Vous pouvez aussi communiquer avec (1) les Procureurs du groupe canadien : en français, en communiquant avec Stephanie Dickson, Siskinds LLP, 680 Waterloo Street, P.O. Box 2520, London, Ontario N6A 3V8, (800) 461-6166 x. 2205, www.classaction.ca, et, en anglais, avec Monique L. Radlein, à la même adresse, (800) 461-6166 x. 2380, www.classaction.ca pour toute question sur le Recours canadien; ou (2) les Procureurs des requérants principaux américains : Nicole M. Zeiss, Esq., Labaton Sucharow LLP, 140 Broadway, New York, NY 10005, (800) 321-0476, www.labaton.com pour toute question sur le Recours américain.

Ne communiquez pas avec les Tribunaux pour vos questions à propos du Règlement

INFORMATIONS DE BASE

1. Pourquoi ai-je reçu cet Avis et ces documents?

Vous, ou un membre de votre famille, a acheté des actions de Coors ou de Molson Coors entre le 22 juillet 2004 et le 27 avril 2005, inclusivement, ou a reçu des actions de Molson Coors en échange d'actions de Molson lors de la Fusion. Vous devriez vous renseigner sur le Règlement des Recours et sur toutes vos options avant que les Tribunaux décident d'approuver ou non le Règlement. Cet Avis fournit de l'information au sujet des Recours, du Règlement, des droits des Membres du groupe, des bénéfices disponibles, des personnes éligibles et sur la façon de réclamer lesdits bénéfices. Les Tribunaux responsables des Recours et de l'approbation du Règlement sont :

Tribunal (Adresse)	Recours
Cour supérieur du Québec 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 L'Honorable Louis-Paul Cullen	<i>Boys and Girls Club of London Foundation v. Molson Coors Brewing Company, et al.</i> , Numéro de dossier 500-06-000314-050 (le « Recours canadien »)
Cour fédérale des États-Unis pour le district du Delaware J. Caleb Boggs Federal Building 844 N. King Street Wilmington, DE 19801 L'Honorable Gregory M. Sleet Juge fédéral de district	<i>In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation</i> , Master File No. 05-cv-00294 (GMS) (D. Del.) (le « Recours américain »)

Le Tribunal canadien règlera les questions pour tous les Membres du groupe canadien, sauf pour ceux qui se sont exclus du Groupe canadien. Le Tribunal américain résoudra les questions pour tous les Membres du groupe américain, sauf pour ceux qui se sont exclus du Groupe américain.

2. De quoi traite le présent litige?

Le 9 février 2005, Coors a fusionné avec Molson pour ainsi former Molson Coors.

Le Recours canadien allègue, entre autres, que Molson Coors et certains de ses dirigeants, administrateurs seniors et représentants, ont diffusé de faux propos ou ont omis de diffuser des informations déterminantes. Plus particulièrement, le Recours canadien allègue que la fusion était dans les faits une acquisition de Molson par Coors et que, alors que Coors et Molson savaient qu'ils n'agiraient probablement pas conformément aux attentes, ils ont néanmoins diffusé des propos à l'effet que la fusion serait bénéfique pour les actionnaires. Le Recours canadien plaide qu'il y a eu oppression en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec et la *Loi sur la concurrence* du Canada.

Le Recours américain, allègue, entre autres, que Molson Coors et certains de ses dirigeants et administrateurs, actuels et anciens, ont contrevenu aux articles 10(b), 14(a), et 20(a) de la U.S. Securities Exchange Act de 1934 et aux Règles 10b-5 and 14a-9 issues de cette loi, en diffusant des propos faux et trompeurs en relation avec la fusion de Molson et Coors. Le Recours américain allègue aussi que certains dépôts ont violé les principes comptables généralement reconnus.

Les intimés dans le Recours américain, le Recours canadien et les Recours canadiens additionnels incluent Molson Coors Brewing Company; Molson Inc.; Molson Coors Canada Inc.; Peter H. Coors; W. Leo Kiely III; Charles M. Herington; Franklin W. Hobbs; Randall Oliphant; Pamela Patsley; Wayne Sanders; Albert C. Yates; Timothy V. Wolfe; Peter Swinburn; David G. Barnes; Peter M.R. Kendall; Daniel J. O'Neill; Luc Beauregard; Francesco Bellini; Eric H. Molson; John E. Cleg-horn; Daniel W. Colson; Stephen T. Molson; Donald T. Drapkin, Luiz O. Goncalves, David P. O'Brien; H. Sanford Riley; Lloyd Barber; et Matthew Barrett (collectivement, les « Intimés »).

Les requérants sont Metzler Investment GmbH et Drywall Acoustic Lathing and Insulation Local 675 Pension Fund (les « Requérants principaux américains ») et Boys and Girls Club of London Foundation et Edeltraud Leisser (les « Requérants-représentants canadiens »).

Les Recours canadien et américain demandent une compensation monétaire. Les Intimés nient avoir mal agi, nient leur responsabilité envers les Membres du groupe, ou que les Membres du groupe aient subi un préjudice.

3. Qu'est-ce qu'un recours collectif?

Dans un recours collectif, une ou plusieurs personnes, nommées les représentants du groupe (dans ce cas, les Requérants-représentants du Recours canadien et les Requérants principaux américains du Recours américain) entament une poursuite judiciaire au nom de personnes qui ont une réclamation similaire. Toutes ces personnes sont appelées collectivement un «groupe» ou «Membres du groupe». Entamer un litige sous la forme d'un recours collectif permet la résolution de plusieurs réclamations semblables, qui autrement auraient une valeur économique trop minime pour être résolues séparément.

4. Pourquoi y a-t-il un Règlement?

Ni dans le Recours canadien, ni dans le Recours américain, les Tribunaux n'ont-ils décidé en faveur de l'une ou de l'autre des parties. Les parties se sont plutôt entendues sur un Règlement. Le Règlement évite les risques et les coûts d'un procès, et les Membres du groupe éligibles reçoivent une compensation plus rapidement. Voir la section intitulée «Raisons expliquant le Règlement» ci-dessus. Les Requérants-représentants canadiens, les Procureurs du groupe canadien, les Requérants principaux américains et les Procureurs des requérants principaux américains pensent que le Règlement est juste, raisonnable et adéquat.

QUI PEUT PARTICIPER AU RÈGLEMENT

5. Comment savoir si je suis éligible pour participer au Règlement?

Pour savoir si vous recevrez de l'argent en vertu du Règlement, vous devez avant tout déterminer si vous êtes un membre du Groupe canadien ou un membre du Groupe américain.

Le Tribunal canadien a autorisé, uniquement pour les fins du Règlement proposé, que tous ceux qui entrent dans la description suivante soient considérés Membres du groupe canadien proposé : ***toutes les personnes ou entités résidant ou domiciliées au Canada : (i) qui, en tant qu'anciens actionnaires de Molson, ont reçu des actions de Molson Coors suite à la fusion de Molson et Coors le 9 février 2005; (ii) qui ont acheté des actions ordinaires de Coors sur le marché boursier entre le 22 juillet 2004 et le 9 février 2005, inclusivement; ou (iii) qui ont acheté des actions ordinaires de Molson Coors sur le marché boursier, à partir de l'achèvement de la fusion de Molson et de Coors jusqu'au 27 avril 2005, inclusivement, et qui en ont prétendument subi un dommage, et incluant les requérants des Recours canadiens additionnels et toutes les personnes ou entités résidant ou domiciliées au Canada incluses dans les groupes putatifs au nom desquelles les Recours canadiens additionnels ont été intentés. Les personnes morales de droit privé, sociétés ou associations ayant employé plus de 50 personnes, à quelque moment que ce soit, du 25 octobre 2004 au 25 octobre 2005, et qui autrement satisferaient à la description qui précède, ne sont pas incluses dans le Groupe canadien. De telles personnes sont par contre incluses dans le Groupe américain.*** Les Personnes exclues (tel que défini ci-dessous) sont exclues du Groupe canadien.

Le Tribunal américain, uniquement dans le cadre du Règlement proposé, a indiqué que tous ceux qui entrent dans la description suivante sont des Membres du groupe américain : ***toutes les personnes ou entités (i) qui, en tant qu'anciens actionnaires de Molson, ont reçu des actions de Molson Coors suite à la fusion de Molson et de Coors le 9 février 2005; (ii) qui ont acheté des actions ordinaires de Coors sur le marché boursier entre le 22 juillet 2004 et le 9 février 2005, inclusivement; ou (iii) qui ont acheté des actions ordinaires de Molson Coors sur le marché boursier, à partir de l'achèvement de la fusion de Molson et de Coors jusqu'au 27 avril 2005, inclusivement, et qui en ont prétendument subi un dommage.*** Les Personnes exclues (tel que défini plus bas) et les Membres du groupe canadien sont exclus du Groupe américain.

Vous pouvez être Membre du Groupe canadien ou Membre du Groupe américain, mais pas membre des deux.

6. Quelles sont les exceptions à l'inclusion?

Vous n'êtes pas un membre du Groupe canadien si vous êtes un membre du Groupe américain ou si vous êtes une Personne exclue. « Personnes exclues » signifie: (i) les Intimés; (ii) les membres de la famille immédiate de chaque Intimé

individuel; (iii) les personnes qui, à n'importe quel moment, ont travaillé à titre de dirigeant ou d'administrateur de Molson Coors Brewing Company, de Molson Inc., ou de Molson Coors Canada, ainsi que les membres de leurs familles immédiates respectives; (iv) les personnes, associations, fiducies, corporation, dirigeants, administrateurs ou les autres personnes ou entités dans lesquelles les intimés ont ou ont eu, durant la Période du groupe, des intérêts de contrôle, ou qui sont liées ou affiliées aux Intimés; et (v) tout membre putatif du Groupe qui a demandé, de manière valide et en temps requis, l'exclusion du Groupe, conformément aux directives prévues dans le présent Avis. De même, vous n'êtes pas un membre du Groupe américain si vous êtes un membre du Groupe canadien ou si vous êtes une Personne exclue.

Si un de vos fonds communs de placement a acheté des actions de Coors ou de Molson Coors ou a reçu des actions de Molson Coors en échange d'actions de Molson durant la Période du groupe, cela ne suffit pas pour devenir un Membre du groupe. Vous êtes un Membre du groupe seulement si vous, votre courtier ou une autre personne, avez acheté, en votre nom et durant la Période du groupe, des actions de Coors ou de Molson Coors, ou avez reçu des actions de Molson Coors en échange d'actions de Molson.

Si vous avez **vendu** des actions de Coors ou de Molson Coors durant de la Période du groupe, cela ne suffit pas à faire de vous un Membre du groupe. Vous êtes un Membre du groupe seulement si vous avez **acheté des actions de Coors ou de Molson Coors, ou avez reçu des actions de Molson Coors en échange d'actions de Molson** durant de la Période du groupe.

7. Je reste incertain(e) quant à mon inclusion.

Si vous demeurez incertain(e) quant à votre inclusion, vous pouvez obtenir de l'aide gratuitement en français. Communiquez avec l'Administrateur des réclamations au : *In re Molson Coors Brewing Company Securities Class Action*, c/o Strategic Claims Services, 600 North Jackson Street - Suite 3, Media, PA, 19063; (sans frais) 1-866-802-7949, www.molsoncoorssettlement.com. Sinon, vous pouvez remplir et soumettre la Preuve de réclamation décrite à la Question 10 ici-bas afin de voir si vous vous qualifiez.

LES BÉNÉFICES DU RÈGLEMENT—CE QUE VOUS RECEVEZ

8. En guise de compensation, que prévoit le Règlement?

En échange du présent Règlement et les libérations qu'il donne, Molson Coors a consenti à payer 6 000 000,00 \$USD, plus les intérêts accumulés sur cette somme durant sa détention en main tierce, à être divisé entre chaque Membre éligible du groupe qui a soumis une Preuve de réclamation valide, après paiement des taxes et des honoraires d'avocat, des débours et les coûts reliés à la gestion des réclamations, incluant les frais d'imprimerie et de poste de cet Avis et les frais de publication d'avis dans les journaux (le «Montant net de règlement»), tel qu'approuvés par les Tribunaux.

9. De quel montant sera ma compensation?

Si vous avez droit à une compensation en vertu du Règlement, votre part du Fonds net de règlement dépendra de plusieurs facteurs, incluant : le nombre de Membres du groupe qui ont transmis des Preuves de réclamation valides; du nombre total de pertes reconnues pour fins de règlement que représentent ces Preuves de réclamation valides («Perte reconnue»); du nombre d'actions de Coors ou de Molson Coors que vous avez achetées ou reçues, du moment où vous les avez achetées ou reçues; de la bourse sur laquelle vous avez fait vos transactions; du montant que vous avez payé pour vos actions; du moment où vous les avez vendues; et du prix pour lequel vous les avez vendues.

Vous pouvez calculer votre Perte reconnue conformément à la formule démontrée ici-bas, dans le Plan d'allocation. Il est peu probable que vous recevrez une compensation équivalente à votre Perte reconnue totale. Lorsque tous les Membres du groupe auront soumis leur Preuve de réclamation, la compensation que vous recevrez sera une partie du Fond net de règlement, équivalente à votre Perte reconnue divisée par le nombre total des Pertes reconnues de tous les Membres du groupe et multipliée par le montant total dans le Fond net de règlement. *Voir* le Plan d'allocation à la page ci-dessous pour plus d'information sur votre Perte reconnue.

COMMENT RECEVOIR SA COMPENSATION—SOUMETTRE UN FORMULAIRE DE RÉCLAMATION

10. Comment aurai-je une compensation?

Pour vous qualifier pour une compensation, vous devez soumettre une Preuve de réclamation valide et en temps utile. Une Preuve de réclamation est incluse dans cet Avis. Vous pouvez aussi télécharger un formulaire de Preuve de réclamation sur le site Internet de l'Administrateur des réclamations ou des Procureurs des requérants au : www.molsoncoorssettlement.com, www.classaction.ca ou www.labaton.com. Veuillez lire attentivement les instructions, remplir le formulaire de Preuve de réclamation, inclure tous les documents requis, signer le formulaire, et l'envoyer **timbré au plus tard le 19 mars 2009**.

11. Quand vais-je recevoir ma compensation?

Le Tribunal canadien entendra l'Audition canadienne sur le Règlement le 2 avril 2009 et le Tribunal américain entendra l'Audition américaine sur le Règlement le 18 mai 2009 afin de décider d'approuver le Règlement et d'autoriser le Groupe canadien.

Les deux tribunaux doivent approuver le Règlement afin qu'il soit en vigueur. Peu importe les décisions rendues par les Tribunaux, elles pourraient faire l'objet d'un appel. Il n'est pas certain que ces appels seront favorables au Règlement et leur résolution peut prendre un certain temps, voire plus d'un an. Aussi, la révision et l'examen de toutes

les Preuves de réclamation et tous les Formulaires d'exclusion prennent du temps, souvent plus d'un an. S'il-vous-plait, soyez patient.

12. À quoi est-ce que je renonce en recevant une compensation et en restant dans le Groupe?

À moins que vous ne vous soyez exclu, vous êtes un membre du Groupe. Cela signifie qu'à la Date d'entrée en vigueur, vous (et vos représentants personnels, héritiers, liquidateurs, administrateurs, fiduciaires, bénéficiaires, membres actuels et antérieurs du plan ainsi que vos contributeurs, successibles et ayants droits) serez considérés comme ayant libéré et déchargé à jamais les «Parties libérées» des «Réclamations réglées» (tel que définies ci-dessous) et serez à tout jamais forcé et interdit de poursuivre, de continuer de poursuivre ou de faire partie d'une quelconque poursuite en lien avec les Réclamations réglées, contre les Parties libérées. Toutes les ordonnances du Tribunal canadien s'appliqueront à vous et vous en serez lié, si vous êtes un membre du Groupe canadien, et que si vous êtes un membre du Groupe américain, toutes les ordonnances du Tribunal américain s'appliqueront à vous et vous en serez lié.

«Parties libérées» signifie les Intimés et chacun de leurs parents, filiales, sociétés affiliées, dirigeants, administrateurs, employés, associés gérants ou passifs, sociétés en nom collectif ou sociétés en commandite simple, fondations, fiducies, mandants, fiduciaires, procureurs, vérificateurs, comptables, banquiers d'affaires, consultants, agents, assureurs, co-assureurs, héritiers, liquidateurs, administrateurs, prédécesseurs, successibles et ayants-droit respectifs, actuels et passés.

«Réclamations réglées» signifie toute réclamation, droit, cause d'action, préjudice ou responsabilité de quelque sorte, nature et caractère que ce soit aux yeux de la loi, de l'équité ou autre, incluant à la fois les réclamations connues et les Réclamations inconnues, qui ont été, qui auraient pu être ou qui peuvent être déclarées dans quelque forum que ce soit contre une Partie libérée, sous la loi fédérale, américaine ou canadienne, la loi étatique (la loi des états américains) ou provinciale, le droit local, statutaire ou commun, ou sous toute autre loi, règle ou règlement, qui soient directement, indirectement ou de manière dérivée, basés sur, issus de ou liés à quelque fait, geste, transaction, occurrence, représentation ou omission que ce soit durant la Période du groupe, qui concernent ou qui de quelque manière que ce soit sont liés à l'acquisition ou l'aliénation de valeurs mobilières de Molson, Coors ou Molson Coors durant la Période du groupe, ou aux allégations des Recours et les Recours additionnels canadiens, ou à toute violation de la loi qui les accompagne, ou à toute annonce publique concernant Molson ou liée à Molson, Coors ou Molson Coors (ou une de leurs filiales ou sociétés affiliées), mais qui excluent toute réclamation visant la mise en œuvre des termes de ce Règlement. Les Réclamations réglées n'incluent pas les réclamations pendantes dans l'action intitulée *Phillips c. Molson Coors Brewing Company, et al.*, No. 05-604 KAJ (D.Del.).

«Réclamations inconnues» signifie toute Réclamation réglée que quiconque des Requérants principaux américains, des Requérants-représentants canadiens ou des Membres du groupe ne connaît ou ne soupçonne qui existe en sa faveur au moment de la Date d'entrée en vigueur, et toute Réclamation réglée des Intimés que quiconque Intimé ne connaît ou ne soupçonne qu'elle existe en sa faveur au moment de la Date d'entrée en vigueur, et que si elle avait été connue, aurait pu influencer ses décisions relativement au Règlement et aux libérations qu'elle donne. (Des informations supplémentaires concernant la définition de Réclamations inconnues se trouvent dans la Transaction).

La « Date d'entrée en vigueur » dépend, entre autres, sur le paiement du Fonds brut de règlement; du fait que les deux Tribunaux doivent approuver le Règlement et que les ordonnances à être rendues par les Tribunaux, telles que prévues dans le présent Règlement, soient finales et non-appelables. (La définition précise de la Date d'entrée en vigueur se trouve dans la Transaction).

VOUS EXCLURE DU RÈGLEMENT

Si vous ne désirez pas recevoir de compensation conformément au présent Règlement, et si vous désirez garder tout droit que vous pourriez avoir de poursuivre seul les Intimés et autres Parties libérées au sujet des Réclamations réglées, alors vous devez prendre des mesures afin de vous exclure du Groupe auquel vous êtes membre. On dit alors que vous vous excluez du Groupe (en anglais «opting-out»). Si les Membres du groupe qui ont acheté ou qui ont reçu des actions en excédant d'un certain nombre total d'actions Coors ou Molson Coors s'excluent du Groupe alors Molson Coors peut mettre fin au Règlement.

13. Comment est-ce que je m'exclus du groupe?

Pour vous exclure du Groupe auquel vous êtes membre, vous devez soumettre en temps utile une lettre signée affirmant que vous « demandez l'exclusion du Groupe dans *In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation* ». Votre lettre doit indiquer la(les) date(s), prix, et nombre d'actions de tous vos achats, acquisitions, et ventes d'actions Molson Coors et Coors durant la Période du groupe. De plus, veuillez indiquer votre nom, adresse, numéro de téléphone, et votre signature. Envoyez votre demande d'exclusion par la poste, **timbrée au plus tard le 19 mars 2009** à :

In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation EXCLUSIONS
c/o Strategic Claims Services
Claims Administrator
600 North Jackson Street - Suite 3
Media, PA 19063

Vous ne pouvez pas vous exclure par téléphone ou par courriel. Votre demande d'exclusion doit être conforme aux exigences afin d'être valide. Si vous écrivez pour demander une exclusion, vous ne recevrez pas de paiement du règlement, et vous ne pouvez pas vous opposer au Règlement. Vous ne serez aucunement liés par ce qui se produit dans ce litige.

14. Si je ne m'exclus pas, est-ce que je peux poursuivre les Intimés pour les mêmes raisons plus tard?

Non. À moins que vous ne vous soyez exclu, vous renoncez à tout droit de poursuivre les Intimés et autres Parties libérées au sujet des Réclamations réglées par voie du présent Règlement. Si vous avez un recours pendant contre un des Intimés, parlez-en le plus rapidement possible à l'avocat qui vous représente dans ce recours.

15. Si je m'exclus, est-ce que j'aurai de l'argent provenant du présent Règlement?

Non. Si vous vous excluez, n'envoyez pas de Preuve de réclamation, car vous ne serez pas éligible pour recevoir une compensation en raison du présent Règlement. Cependant, si vous vous excluez et ne soumettez pas de Preuve de réclamation, vous pouvez poursuivre, continuer de poursuivre, ou être partie à une autre poursuite contre les Intimés et autres Parties libérées.

LES AVOCATS QUI VOUS REPRÉSENTENT

16. Est-ce que je suis représenté(e) par avocat dans le présent litige?

Les bureaux d'avocats Siskinds LLP à London, Ontario et Paquette Gadler Inc. à Montréal, Québec et Merchant Law Group LLP à Regina, Saskatchewan (les Procureurs du groupe canadien) représentent le Groupe canadien dans le Recours canadien. Les bureaux d'avocats Labaton Sucharow LLP à New York, New York et Motley Rice LLC à Hartford, Connecticut («Procureurs des requérants principaux américains») représentent le Groupe américain dans le Recours américain. Vous ne serez pas personnellement responsable du paiement des frais et honoraires de ces avocats. Les Tribunaux détermineront le montant des frais et honoraires à leur être remis, montant qui sera payé à partir du Fonds brut de règlement. Si vous désirez être représenté par votre propre avocat, vous pouvez en engager un à vos propres frais.

17. Comment les avocats seront-ils payés?

Les Procureurs du groupe canadien et les Procureurs des requérants principaux américains demanderont aux Tribunaux lors des Auditions sur le Règlement afin d'octroyer collectivement les honoraires d'avocats du Fonds net de Règlement pour un montant n'excédant pas 25% du Fonds net de Règlement, plus intérêts au taux réalisé par le Fonds net de Règlement. De plus, les Procureurs du groupe canadien demanderont au Tribunal le remboursement des taxes applicables et des frais encourus à partir du Fonds brut de règlement pour un montant n'excédant pas 120 000 \$CDN plus les intérêts. Les Procureurs des requérants principaux américains demanderont au Tribunal américain le remboursement de frais encourus à partir du Fonds brut de règlement pour un montant n'excédant pas 130 000 \$USD plus les intérêts.

Le montant combiné de toutes ces demandes de remboursement d'honoraires et de frais par les Procureurs des requérants ne dépassera pas 30% du Fonds brut de règlement. À ce jour, les Procureurs des requérants n'ont pas été payés pour les services qu'ils ont fournis dans les Recours et n'ont pas été remboursés pour leurs frais encourus. Le remboursement demandé par les Procureurs des requérants sera une compensation du travail qu'ils ont fourni en mettant sur pied le Fonds brut de règlement.

S'OPPOSER AU RÈGLEMENT, AU PLAN D'ALLOCATION, ET AUX REQUÊTES EN PAIEMENT DES HONORAIRES D'AVOCATS ET EN REMBOURSEMENT DES FRAIS DE LITIGE

18. Comment est-ce que je m'oppose?

Si vous êtes un Membre du groupe, vous pouvez vous opposer au Règlement ou à quelque disposition que ce soit, au Plan d'allocation proposé de Fonds net de règlement, ou aux requêtes présentées par les Procureurs des requérants en paiement des honoraires et frais d'avocats. Vous pouvez écrire aux Procureurs du groupe canadien (si vous êtes un membre du Groupe canadien) ou aux Procureurs des requérants principaux américains (si vous êtes un membre du Groupe américain), en énonçant votre opposition et les raisons pour votre opposition. Assurez-vous (1) d'inscrire votre nom, adresse, numéro de téléphone, et signature; (2) d'identifier et fournir des copies de la documentation indiquant la date, le prix, et le nombre d'actions de Coors ou Molson Coors que vous avez achetées, reçues, ou vendues entre le 22 juillet 2004 et le 27 avril 2005, inclusivement; et (3) d'identifier la bourse sur laquelle vous avez transigé. Le Tribunal approprié va tenir compte de vos points de vue si vous déposez une opposition convenable selon ces procédures.

Si vous êtes un Membre du Groupe canadien, vous devez envoyer une lettre signée indiquant que vous vous opposez au Règlement proposé dans le recours *Boys and Girls Club of London Foundation v. Molson Coors Brewing Company et al.*, Numéro de dossier 500-06-000314-050 à chacune des adresses suivantes, **timbrée au plus tard le 19 mars 2009** :

<i>Procureurs du groupe canadien:</i>	
Monique L. Radlein Siskinds LLP 680 Waterloo Street P.O. Box 2520 London, ON N6A 3V8	Philippe Charest-Beaudry Paquette Gadler Inc. 300, place d'Youville Bureau B-10 Montreal, Québec H2Y 2B6

Les Procureurs du groupe canadien s'assureront que votre opposition soit déposée auprès du Tribunal canadien et que les procureurs des Intimés en reçoivent copie.

Si vous êtes un Membre du Groupe américain, vous devez envoyer une lettre signée indiquant que vous vous opposez au Règlement proposé dans le recours *In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation*, Master File No. 05 Civ. 00294 (GMS) (D. Del.) à chacune des adresses suivantes, **timbrée au plus tard le 19 mars 2009** :

<i>Procureurs des requérants principaux américains:</i>	<i>Procureurs des Intimés américains:</i>	<i>Le Tribunal américain:</i>
Nicole M. Zeiss, Esq. Labaton Sucharow LLP 140 Broadway New York, NY 10005 William Narwold, Esq. Motley Rice LLC One Corporate Center 20 Church Street, 17th Floor Hartford, CT 06103	Michael R. Young, Esq. Antonio Yanez, Jr., Esq. Willkie Farr & Gallagher LLP 787 Seventh Avenue New York, NY 10019 Jeffrey L. Moyer, Esq. Richards, Layton & Finger One Rodney Square 920 North King Street Wilmington, DE 19801	Clerk of the Court United States District Court for the District of Delaware J. Caleb Boggs Federal Building 844 N. King Street Wilmington, DE 19801

Il n'est pas nécessaire que vous vous présentiez à l'Audition canadienne sur le Règlement ou à l'Audition américaine sur le Règlement pour que votre opposition soit retenue. Cependant, si vous voulez être présent, ou que votre avocat le soit afin d'exprimer votre opposition, vous devez le stipuler dans votre lettre d'opposition.

19. Quelle est la différence entre s'opposer et s'exclure?

S'opposer veut tout simplement dire que vous informez le Tribunal qu'il y a quelque chose dans le Règlement qui ne vous plaît pas. Vous pouvez vous opposer seulement si vous demeurez dans votre Groupe respectif. S'exclure veut dire que vous informez le Tribunal que vous ne voulez pas faire partie du Règlement. Si vous vous excluez, vous n'avez aucun motif d'opposition car le litige ne s'applique plus à vous.

LES AUDITIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT DEVANT LES TRIBUNAUX CANADIEN ET AMÉRICAIN

20. Où et quand est-ce que les Tribunaux américain et canadien vont décider s'il y a lieu d'approuver le Règlement?

Le Tribunal canadien entendra l'Audition canadienne sur le Règlement le 2 avril 2009, à 9h30 à la Cour supérieure du Québec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6.

Le Tribunal américain entendra l'Audition américaine sur le Règlement le 18 mai 2009 à 14h00 dans la Salle 4A de la Cour fédérale des États-Unis pour le district du Delaware, J. Caleb Boggs Federal Building, 844 N. King Street, Wilmington, DE 19801.

Lors de ces auditions respectives, chaque Tribunal déterminera si le Règlement est équitable, raisonnable et adéquat pour les Membres du groupe envers lequel chaque Tribunal est responsable et s'il y a lieu, d'approuver le Plan d'allocation du Fonds net de règlement et d'accorder l'octroi des honoraires d'avocat et les débours. S'il y a des oppositions, les Tribunaux en tiendront compte, et le juge désigné pourra entendre les gens qui ont convenablement indiqué, en temps requis tel qu'établi à la Question 18 ci-dessus, leur souhait d'être entendus; cependant, toute décision concernant le déroulement de l'audition sera prise par les juges saisis respectifs. Les Tribunaux décideront de toutes ou de certaines de ces questions lors des auditions, ou bien ils les prendront en délibéré. Nous ne savons pas combien de temps cela prendra.

À l'intérieur de 3 jours ouvrables suivant l'émission d'une telle décision, les ordonnances des Tribunaux accueillant ou refusant l'approbation du Règlement seront affichées par l'Administrateur des réclamations au www.molsoncoorssettlement.com. Toute ordonnance concernant le Recours canadien sera affichée par les Procureurs du groupe canadien au www.classaction.ca. Toute ordonnance concernant le Recours américain sera affichée par les Procureurs des requérants principaux au www.labaton.com.

21. Est-ce-que je dois assister aux auditions?

Non. Les Procureurs des Requérants répondront à toute question que les Tribunaux pourraient poser. Vous pouvez assister aux auditions à vos propres frais. Si vous envoyez une opposition au Règlement, vous n'êtes pas obligé d'assister à l'audience afin d'en parler. Soyez conscient du fait que chacun des Tribunaux pourrait décider de changer la date ou l'heure des auditions sans qu'aucun avis ne soit donné aux Membres du groupe.

SI VOUS NE FAITES RIEN

22. Que se passe-t-il si je ne fais rien du tout?

Si vous ne faites rien du tout, vous ne recevrez pas de compensation issue du présent Règlement et vous serez à jamais forclos d'intenter une poursuite, de continuer une poursuite ou d'être partie à quelque poursuite contre les Intimés et les Parties libérés et qui concerne les Réclamations réglées. Afin de recevoir une part du Fonds net de règlement, si vous êtes Membre du Groupe canadien, vous devez soumettre une Preuve de réclamation canadienne ou si vous êtes un Membre du Groupe américain, vous devez soumettre une Preuve de réclamation américaine (*voir* Question 10). Pour intenter, pour continuer ou pour être partie à une autre poursuite contre les Intimés et les Parties libérées et qui concerne les Réclamations réglées, vous devez vous exclure (*voir* Question 13).

OBTENIR PLUS D'INFORMATION

23. Y a-t-il plus de détails au sujet du Règlement que je devrais connaître?

Le présent Avis résume le Règlement proposé. Vous trouverez plus de détails dans la Transaction et Entente de règlement en date du 6 novembre 2008 (la «Transaction»). Toutes les expressions commençant par une lettre majuscule et qui ne sont pas définies dans le présent Avis, ont comme définition celle qu'on leur a donnée dans la Transaction. Vous pouvez examiner la Transaction au www.classaction.ca ou au www.labaton.com. Vous pouvez aussi obtenir une copie de la Transaction en écrivant aux Procureurs des requérants :

<i>Procureurs du groupe canadien:</i>	<i>Procureurs des requérants principaux américains:</i>
Monique L. Radlein Siskinds LLP 680 Waterloo Street London, ON N6A 3V8 www.classaction.ca	Nicole M. Zeiss, Esq. Labaton Sucharow LLP 140 Broadway New York, NY 10005 www.labaton.com

24. Comment puis-je avoir plus d'information?

Les documents concernant le Recours canadien peuvent être examinés à la Cour supérieure du Québec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6, sous le Numéro de dossier 500-06-000314-050, les jours de semaines (sauf les jours fériés) entre 8h30 et 17h00.

Pour plus de précisions concernant le Recours américain, vous pouvez examiner les documents déposés auprès du greffier de la Cour fédérale des États-Unis pour le district du Delaware, au Daniel Patrick Moynihan United States Courthouse, J. Caleb Boggs Federal Building, 844 N. King Street, Wilmington, DE 19801, les jours de semaines (sauf les jours fériés) entre 8h30 et 17h00.

PLAN D'ALLOCATION DU FONDS NET DE RÈGLEMENT

Le Fonds net de règlement sera distribué aux Membres du groupe qui ont soumis en temps requis des Preuves de réclamation valides à l'Administrateur des réclamations démontrant une Perte Reconnue, conformément au Plan d'allocation décrit ci-dessous (les «Réclamants autorisés»). Les Réclamants autorisés seront éligibles à participer à la distribution du Fonds net de règlement seulement s'ils ont subi une perte nette sur toute transaction d'actions de Coors ou de Molson Coors durant la Période du groupe.

Tant qu'il y a des fonds suffisants dans le Fonds net de règlement, chaque Réclamant autorisé recevra un montant égal à sa réclamation, tel que défini ci-dessous. Par contre, si le Fonds net de règlement ne suffit pas à compenser la réclamation totale de chaque Réclamant autorisé (ce qui est fort probable), alors chaque Réclamant autorisé sera payé un pourcentage du Fonds net de règlement, représentant la part de réclamations de chaque Réclamant autorisé sur le nombre total de réclamations par tous les Réclamants autorisés. Une telle compensation sera considérée décisive à l'encontre de tous les Réclamants autorisés.

Afin de déterminer le montant qu'un Réclamant autorisé pourrait recevoir conformément au Plan d'allocation, ce Plan d'allocation tient compte de la théorie sur le préjudice des requérants dans les Recours (soit, que le prix des actions de Coors et de Molson Coors a été gonflé artificiellement à cause des nombreux propos trompeurs et omissions durant la Période du Groupe et que ce gonflement a été enlevé quand les divulgations correctives ont été faites). Le Plan d'allocation tient compte aussi des forces et faiblesses de chaque réclamation et alloue la compensation en conséquence. Le Plan d'allocation n'est pas destiné à estimer le montant qu'un Membre du groupe aurait pu recevoir après un procès, ni pour estimer le montant qui sera payé aux Réclamants autorisés. Le Plan d'allocation est la base sur laquelle le Fonds net de règlement sera divisé proportionnellement parmi tous les Réclamants autorisés.

Pour les Membres du groupe qui détenaient des actions au début de la Période du groupe ou qui ont fait de multiples achats ou ventes durant la Période du groupe, afin de calculer une réclamation, la méthode premier entré, premier sorti (first-in, first-out : «FIFO») sera appliquée. Sous la méthode FIFO, les ventes d'actions durant la Période du groupe seront avant tout jumelées, en ordre chronologique, avec les actions détenues au début de la Période du groupe. Les ventes d'actions qui restent et qui ont été faites durant la Période du groupe seront alors jumelées, en ordre chronologique, avec les actions en surplus achetées ou reçues durant la Période du groupe.

Un achat ou une vente d'actions de Coors ou de Molson Coors sera réputé survenu à la date du « contrat » ou du « transfert » par opposition à la date du « règlement » ou du « paiement ». Les ventes « à découvert » d'actions de Coors ou Molson Coors ne seront pas considérées pour aucune perte, achat ou transaction de fermeture. Aucune distribution ne sera faite aux Réclamants autorisés qui réclament moins de 10 \$ à cause des coûts reliés à la gestion et l'envoi de tels chèques.

Les Tribunaux peuvent modifier ce Plan d'allocation sans avis aux Membres du groupe. Le Paiement en vertu du Plan d'allocation sera final pour tous les Réclamants autorisés. Aucun Membre du groupe n'aura de réclamation contre les Procureurs des requérants principaux américains, Les Procureurs du groupe canadien, ou contre un des Intimés ou des Parties libérées sur la base de l'investissement, les coûts, les dépenses, la gestion, les allocations, les paiements et les distributions effectués selon la Transaction, le Plan d'allocation, ou toute autre ordonnance des Tribunaux. Chaque tribunal peut accorder, rejeter ou ajuster la réclamation de tout Membre du groupe sur qui il préside pour des motifs d'équité.

Une Perte Reconnue sera calculée de la façon suivante :

I. ALLOCATION PROPOSÉE POUR LES ACTIONS DE MOLSON COORS REÇUES PAR DES ANCIENS ACTIONNAIRES DE MOLSON À LA SUITE DE LA FUSION DU 9 FÉVRIER 2005

A. Les actions ordinaires de Molson, Inc. échangées pour des:

Actions échangeables de Classe A de Molson Coors Canada Inc. (TSX :TPX.A);
Actions échangeables de Classe B de Molson Coors Canada, Inc. (TSX :TPX.NV);
Actions de Classe A de Molson Coors Brewing Company (NYSE et TSX :TAP.A); ou
Actions de Classe B de Molson Coors Brewing Company (NYSE : TAP; TSX :TAP.NV)

- (i) Pour ces actions détenues à la fermeture de la bourse le 27 avril 2005, la Perte Reconnue sera de 1,694 \$ par action; et
- (ii) Pour ces actions vendues entre le 9 février 2005 et le 27 avril 2005, la Perte Reconnue sera de zéro.

II. ALLOCATION PROPOSÉE POUR LES ACTIONS ACHETÉES DE COORS

A. Pour les actions ordinaires de Adolph Coors Company (NYSE : RKY) acquises via des achats sur le marché boursier entre le 22 juillet 2004 et le 9 février 2005, qui on été échangées pour des actions de Classe B de Molson Coors Brewing Company (NYSE :TAP; TSX : TAP.NV) :

- (i) Pour ces actions retenues à la fermeture de la bourse le 27 avril 2005, la Perte Reconnue sera de 1,540\$ par action; et
- (ii) Pour les actions vendues entre le 9 février 2005 et le 27 avril 2005, la Perte Reconnue sera de zéro.

III. ALLOCATION POUR LES ACTIONS ACHETÉES DE MOLSON COORS

A. Pour les actions échangeables de Classe A de Molson Coors Canada, Inc (TSX :TPX.a); les actions échangeables de Classe B de Molson Coors Canada, Inc. (TSX : TPX.NV); les actions de Classe A de Molson Coors Brewing Company (NYSE et TSX :TAP.A); les actions de Classe B de Molson Coors Brewing Company (NYSE : TAP; TSX :TAP.NV) acquises via le marché boursier entre le 9 février 2005 et le 27 avril 2005 :

- (i) Pour ces action détenues à la fermeture de la bourse le 27 avril 2005, la Perte Reconnue sera de 1,540 \$ par action; et
- (ii) Pour ces actions vendues entre le 9 février 2005 et le 27 avril 2005, la Perte Reconnue sera de zéro.

AVIS SPÉCIAL AUX COURTIERS EN VALEURS MOBILIÈRES ET AUTRES MANDATAIRES

Si vous avez acheté ou acquis des actions Coors ou Molson Coors (TSX : TPX.A., numéro CUSIP 608711107 (Classe A); TSX : TPX.NV, Numéro CUSIP 608711206 (Classe B); TSX : TAP.A, Numéro de CUSIP 60871R100 (Classe A); TSX : TAP.NV, Numéro de CUSIP 60871R209 (Classe B); NYSE : RKY, Numéro de CUSIP 217016104; NYSE : TAP.A., Numéro de CUSIP 60871R100 (Classe A); et NYSE : TAP, Numéro de CUSIP 60871R209 entre le 22 juillet 2004 et le 27 avril 2005, inclusivement, en tant que détenteur de comptes pour un propriétaire réel qui n'est pas vous-mêmes, alors, le Tribunal vous instruit, **DANS LES SEPT (7) JOURS OUVRABLES SUIVANT RÉCEPTION DE CET AVIS** de soit (1) envoyer à tout propriétaire réel une copie du présent Avis et de la Preuve de réclamation par la poste de première classe ou (2) faire parvenir à l'Administrateur des réclamations une liste des noms et adresses de tout propriétaire réel :

In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation
c/o Strategic Claims Services
Claims Administrator
600 North Jackson Street - Suite 3
Media, PA 19063

(sans frais) 1-866-802-7949
www.molsoncoorssettlement.com

Si vous choisissez de poster l'Avis et la Preuve de réclamation vous-mêmes, vous pouvez demander à l'Administrateur des réclamations de vous faire parvenir, sans frais, le nombre additionnel de copies de ces documents dont vous avez besoin afin de compléter l'envoi postal. Une fois l'envoi complété, vous êtes chargés de faire parvenir une déclaration à cet effet à l'Administrateur des réclamations. Peu importe votre choix d'envoyer vous-même les documents par la poste ou de le faire faire par un tiers, vous pouvez obtenir un remboursement des frais administratifs raisonnables encourus en lien avec le transfert de l'Avis et de la Preuve de réclamation ou pour identifier les noms et adresses des propriétaires réels après la soumission de la documentation appropriée à l'Administrateur des réclamations.

NOUS VOUS PRIONS DE NE PAS CONTACTER LES TRIBUNAUX PAR RAPPORT À CET AVIS.

En date du 19 décembre 2008

PAR ORDONNANCE DE LA COUR SUPÉRIEURE DU
QUÉBEC ET DE LA COUR FÉDÉRALE DES ÉTATS-UNIS
POUR LE DISTRICT DU DELAWARE

inclusivement, et qui en ont prétendument subi un dommage, incluant les requérants des Recours canadiens additionnels et toutes les personnes ou entités résidant ou domiciliées au Canada incluses dans les groupes putatifs au nom desquelles les Recours canadiens additionnels ont été intentés. Les personnes morales de droit privé, sociétés ou associations ayant employé plus de 50 personnes, à quelque moment que ce soit, du 25 octobre 2004 au 25 octobre 2005, et qui autrement satisferaient à la description qui précède, ne sont pas incluses dans le Groupe canadien. De telles personnes sont par contre incluses dans le Groupe américain. Les Personnes exclues sont exclues du Groupe canadien.

2. Toute personne pour qui s'applique la description suivante est membre du Groupe américain, qui est défini comme un groupe à être certifié, pour les fins du règlement seulement, par la Cour fédérale des Etats-Unis pour le district du Delaware incluant toute personne ou entité : (i) qui, en tant qu'anciens actionnaires de Molson, ont reçu des actions de Molson Coors suite à la fusion de Molson et Coors le 9 février 2005; (ii) qui ont acheté des actions ordinaires de Coors sur le marché boursier entre le 22 juillet 2004 et le 9 février 2005, inclusivement; ou (iii) qui ont acheté des actions ordinaires de Molson Coors sur le marché boursier, à partir de l'achèvement de la fusion de Molson et de Coors jusqu'au 27 avril 2005, inclusivement, et qui en ont prétendument subi un dommage, autre que les Membres du groupe canadien et les Personnes exclues.

3. Vous pouvez être membre *soit* du Groupe américain ou du Groupe canadien, mais pas des deux. Les « Personne exclue » signifie: (i) les Intimés; (ii) les membres de la famille immédiate de chaque Intimé individuel; (iii) les personnes qui, à n'importe quel moment, ont travaillé à titre de dirigeant ou d'administrateur de Molson Coors Brewing Company, de Molson Inc., ou de Molson Coors Canada, ainsi que les membres de leurs familles immédiates respectives; (iv) les personnes, associations, fiducies, corporation, dirigeants, administrateurs ou les autres personnes ou entités dans lesquelles les intimés ont ou ont eu, durant la Période du groupe, des intérêts de contrôle, ou qui sont liées ou affiliées aux Intimés; (v) tout membre putatif du Groupe qui a demandé, de manière valide et en temps requis, l'exclusion du Groupe, conformément aux directives prévues dans les Avis destinés aux membres putatifs du Groupe, approuvés par les Tribunaux, tel que prévu par les présentes.

4. Si vous étiez détenteur d'actions ordinaires de Molson, Coors ou Molson Coors en votre propre nom, vous êtes l'acheteur ou l'acquisiteur réel ainsi que l'acheteur ou l'acquisiteur enregistré. Si, par contre, vous avez acheté ou acquis autrement des actions ordinaires durant la Période du groupe par l'entremise d'une tierce partie comme un mandataire ou une maison de courtage, et les actions sont enregistrées au nom de cette tierce partie, vous êtes l'acheteur ou l'acquisiteur réel de ces valeurs mobilières, mais la tierce partie est l'acheteur ou l'acquisiteur enregistré de ces valeurs mobilières.

5. Utilisez la partie I du présent formulaire intitulé « Identification du requérant » afin d'identifier chaque acheteur ou acquisateur réel des actions ordinaires de Molson, Coors ou Molson Coors qui forment le fondement de cette réclamation, ainsi que l'acheteur ou l'acquisiteur enregistré, s'il est différent. **LA PRÉSENTE PREUVE DE RÉCLAMATION DOIT ÊTRE SOUMISE PAR LE(S) PROPRIÉTAIRE(S) RÉEL(S) (OU UN ACQUISITEUR AUTORISÉ OU UN REPRÉSENTANT LÉGAL DE TEL(S) ACQUISITEUR(S) OU ACHETEUR(S) RÉEL(S)), DES ACTIONS SUR LESQUELLES SONT FONDÉES LE PRÉSENT RECOURS.**

6. Tous les acheteurs ou acquisiteurs réels doivent signer cette réclamation. Les liquidateurs, les dirigeants, les administrateurs, les conseillers, les tuteurs et les fiduciaires doivent compléter et signer la présente réclamation au nom des personnes qu'ils représentent et ils doivent fournir une preuve de leur capacité d'agir avec leur titre et leur capacité énoncés. Le numéro de sécurité sociale, d'assurance sociale, ou d'identification de contribuable et le numéro de téléphone du ou des propriétaire(s) réel(s) peuvent être utilisés afin de vérifier la réclamation. Le défaut de fournir ces informations peut retarder la vérification de la réclamation ou faire en sorte que la réclamation soit rejetée.

INFORMATION AU SUJET DE LA (DES) TRANSACTION(S)

1. Utilisez la Partie II de ce formulaire intitulé « Tableau des transactions des actions de Coors ou de Molson Coors » afin de fournir tous les détails nécessaires de vos transactions d'actions de Coors ou de Molson Coors. Si vous avez besoin de plus d'espace ou de Tableaux additionnels, joignez des feuilles supplémentaires contenant toute l'information nécessaire de manière substantiellement semblable au formulaire. Signer et imprimer ou inscrire votre nom sur chaque feuille supplémentaire. Si vous avez un grand nombre de transactions, vous pouvez soumettre l'information concernant vos transactions de façon électronique. Veuillez communiquer avec l'Administrateur des réclamations, en français, au : (sans frais) 1-866-802-7949; www.molsoncoorssettlement.com pour plus de renseignements sur la soumission électronique des informations sur vos transactions.

2. Sur les Tableaux que l'on retrouve à la Partie II, veuillez fournir toute l'information demandée concernant *tous* vos achats ou autres acquisitions et *toutes* vos ventes d'actions de Coors ou de Molson Coors qui ont eu lieu entre le 22 juillet 2004 et le 27 avril 2005, inclusivement (i.e. la Période du groupe), que ces transactions aient résulté en un profit ou une perte. « TSX » et « NYSE » signifient le Toronto Stock Exchange et New York Stock Exchange, respectivement. Veuillez noter si vous avez transigé dans les actions suivantes : Coors (NYSE :RKY); les actions échangeables de classe A de Molson Coors Canada, Inc. (TSX : TPX.NV); les actions échangeables de Classe B (de Molson Coors Canada, Inc. (TSX : TPX.NV); les actions de Classe A de Molson Coors Brewing Company (NYSE et TSX :TAP.A); les actions de Classe B de Molson Coors Brewing Company (NYSE : TAP; TSX :TAP.NV).

3. Vous devez également fournir toute l'information demandée concernant *toutes* les actions de Coors que vous détenez à l'ouverture des marchés boursiers le 22 juillet 2004, toutes les actions Molson Coors reçues en échange d'actions de Molson, et toutes les actions de Molson Coors détenues à la fermeture des marchés boursiers en date du 27 avril 2005.

4. Le défaut de rapporter toutes ces transactions, tel que demandé à la Partie II, peut causer le rejet de votre réclamation. Indiquez chaque transaction faite durant la Période du groupe séparément et en ordre chronologique, par date d'achat ou de vente (et non par la « date de règlement »), débutant par la plus récente. Vous devez précisément fournir le mois, le jour et l'année de chacune des transactions indiquées.

5. Des copies de la confirmation du courtier, des relevés de compte mensuels ou toute autre documentation concernant vos transactions d'actions de Coors ou de Molson Coors doivent être jointes à la réclamation. **N'ENVOYER PAS LES ORIGINAUX.** Le défaut de fournir cette documentation peut résulter dans le rejet de votre réclamation. Les Parties et l'Administrateur des réclamations n'ont pas, par eux-mêmes, des informations sur vos investissements. L'Administrateur des réclamations peut également demander des informations supplémentaires, aux besoins, afin de calculer efficacement et de façon fiable vos pertes.

Molson Coors Brewing Company Securities Litigation

PREUVE DE RÉCLAMATION ET DE QUITTANCE

Doit être timbrée au plus tard le:
19 mars 2009

Veillez dactylographier ou écrire en lettres moulées

PARTIE I : IDENTIFICATION DU REQUÉRANT

--

Nom du propriétaire réel (tel qu'il appert sur votre relevé courtier)

--

Nom du copropriétaire réel (tel qu'il appert sur votre relevé du courtier)

--

Adresse

--

Ville

--

--

État/Province

--

Zip/Code postal

Pays

--

--

ou Numéro de contribuable

Numéro d'assurance sociale
Numéro de sécurité sociale

Cochez la case appropriée:

Individu ou propriétaire individuel Régime de retraite Corporation Association Fiducie

IRA (plan d'épargne retraite personnel) UGMA Custodian Autre _____

--

Code régional, numéro de téléphone (journée)

Code régional, numéro de téléphone (soirée)

Code régional, numéro de télécopieur

--

Courriel

Est-ce que vos actions étaient détenues sous le nom d'un courtier ou d'un autre propriétaire apparent? Si oui, ce courtier ou propriétaire apparent est le Détenteur de comptes et vous devez remplir la ligne ci-dessous.

--

Nom du Détenteur de comptes (si différent du propriétaire réel énuméré ci-dessus); par ex. maison de courtage, banque, propriétaire apparent, etc.

PARTIE II : TABLEAU DES TRANSACTIONS D' ACTIONS DE COORS OU DE MOLSON COORS

- A. Nombre d'actions de Coors détenues à l'ouverture des marchés boursiers le 22 juillet 2004: _____
- B. Nombre d'actions de Molson échangés pour des actions de Molson Coors suite à la fusion: _____
- C. Nombre d'actions de Molson Coors reçues en échange des actions de Molson suite à la fusion: _____
- D. **Achats** (22 juillet 2004 – 27 avril 2005, inclusivement) d'actions de Coors ou de Molson Coors:

Émetteur (Coors ou Molson Coors)	Valeurs achetées	Bourse sur laquelle vous avez acheté (TSX ou NYSE)	Date de la transaction (Mois / Jour / Année)	Nombre d'actions achetées	Prix d'achat total* (U.S. \$ ou CDN \$)
1. _____	_____	_____	____/____/____	_____	\$ _____.
2. _____	_____	_____	____/____/____	_____	\$ _____.
3. _____	_____	_____	____/____/____	_____	\$ _____.
4. _____	_____	_____	____/____/____	_____	\$ _____.
5. _____	_____	_____	____/____/____	_____	\$ _____.
6. _____	_____	_____	____/____/____	_____	\$ _____.

IMPORTANT: Identifiez par le numéro susmentionné toutes les acquisitions qui ont couvert une « vente à découvert » : _____

*N'incluez pas les commissions ou les honoraires.

E. **Ventes** (22 juillet 2004 – 27 avril 2005, inclusivement) d'actions de Coors ou de Molson Coors:

Émetteur (Coors ou Molson Coors)	Valeurs vendues	Bourse sur laquelle vous avez vendu (TSX ou NYSE)	Date de la transaction (Mois / Jour / Année)	Nombre d'actions vendues	Prix de vente total* (U.S. \$ ou CDN \$)
1. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□□□.□□
2. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□□□.□□
3. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□□□.□□
4. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□□□.□□
5. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□□□.□□
6. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□□□.□□

F. Nombre et type d'actions de Molson Coors détenues à la fermeture des marchés boursiers le 27 avril 2005. (si aucune, écrivez 0) : _____

SI VOUS AVEZ BESOIN D'ESPACE SUPPLÉMENTAIRE, JOIGNEZ DES TABLEAUX ADDITIONNELS SUIVANT LA FORME EMPLOYÉE CI-DESSUS. SIGNEZ ET ÉCRIVEZ VOTRE NOM EN LETTRES MOULÉES SUR CHAQUE FEUILLE SUPPLÉMENTAIRE.

PARTIE III : SOUMISSION À LA COMPÉTENCE DU TRIBUNAL ET RECONNAISSANCE

1. Je (Nous) soumetts la présente Preuve de réclamation d'après les termes de la Transaction et Entente de règlement datant du 6 novembre 2008, décrites dans l'Avis. En tant que membre du Groupe américain ou du Groupe canadien, je me soumetts (nous nous soumettrons) à la compétence de la Cour fédérale des Etats-Unis pour le district du Delaware ou de la Cour supérieure du Québec, telle qu'applicable, concernant ma (nos) réclamations afin de mettre en application la quittance mentionnée dans la présente. Je reconnais de plus que je serai lié par et sujet aux termes de tout Jugement qui puisse être rendu dans le Recours qui régit ma réclamation. Je conviens de fournir l'information supplémentaire requise à l'Administrateur des réclamations à l'appui de cette réclamation, si demandé. Je n'ai pas soumis d'autre réclamation concernant les mêmes achats, acquisitions, ventes ou possession d'actions de Molson, Coors ou Molson Coors durant la Période du groupe et ne connais personne qui l'aurait fait en mon (notre) nom.

PARTIE IV : QUITTANCE ET DÉCLARATION

1. Je (nous), de ma part, mes représentants personnels, héritiers, liquidateurs, administrateurs, fiduciaires, bénéficiaires, participants et contributeurs actuels et anciens, successibles et ayants-droits, par la présente, reconnais la compensation de, et par la présente, je règle, libère et donne quittance complète, finale et pour toujours, des Réclamations réglées¹ à toutes et chacune des Parties libérées,² ainsi que ces termes et les termes ci-reliés sont définis dans l'Avis et le Règlement ci-joints. Je (nous) n'intenterai, ne continuerai, ne maintiendrai, ou n'affirmerai, soit directement, indirectement, ou de façon dérivée, aux États-Unis, au Canada ou ailleurs, de ma part ou de la part de quelconque classe ou quelconque personne, un recours, une poursuite, une cause d'action, un procès, une plainte, une réclamation ou une demande contre une quelconque Partie libérée ou toute autre personne qui pourrait réclamer une forme de contribution ou indemnité d'une des Parties libérées concernant une quelconque Réclamation réglée ou toute matière qui y est relative. Cette quittance n'aura aucune force ou effet à moins que ou jusqu'à ce que la Date effective (au sens donné dans la Transaction) ne survienne.

2. Par la présente, j'affirme et me porte garant du fait que je n'ai pas assigné ni transféré ou n'ai pas tenté d'assigner ou de transférer, volontairement ou involontairement, toute matière libérée conformément à la présente quittance ou à tout ce qui en fait partie. Par la présente, j'affirme et me porte garant que je (nous) ne suis pas une Personne exclue au sens donné dans la présente, dans l'Avis et dans le Règlement.

3. Par la présente, j'affirme et me porte garant du fait que j'ai inclus l'information sur tous mes achats, acquisitions, et ventes et autres transactions dans les actions de Molson, Coors et Molson Coors, tel que demandé, qui ont eu lieu durant la Période du groupe et le nombre d'actions que je (nous) détenais à l'ouverture du marché boursier le 22 juillet 2004 et à la fermeture du marché boursier le 27 avril 2005.

¹ Réclamations réglées » signifie toute et chacune des réclamations, droits, causes d'action, dommages, ou responsabilité de toute sorte, nature, et caractère quelconque en droit, équité ou autrement, incluant également les réclamations connues et inconnues, qui sont, auraient pu être, ou qui pourraient être revendiquées dans tout forum par les Membres du groupe contre l'une quelconque des Parties libérées, que ce soit sous le droit fédéral, étatique, provincial, local, statutaire, ou la common law, ou tout autre droit, règle ou règlement, des Etats-Unis ou du Canada, et que ce soit directement, indirectement, ou dérivé, basé sur, découlant de ou concernant tout geste, fait, transaction, occurrence, représentation, allégation, ou omission durant la Période du groupe concernant ou de toute manière reliée aux acquisitions ou dispositions des valeurs de Molson, Coors, ou Molson Coors durant la Période du groupe, aux allégations des Recours et des Recours additionnels canadiens, ou à toute autre violation d'un loi en relation avec cela, ou toute autre déclaration publique concernant ou reliée à Molson, Coors, ou Molson Coors (ou un de leurs filiales ou affiliées), mais excluant toute réclamation pour mettre en application les termes du Règlement. Les Réclamations réglées n'incluent pas les réclamations pendantes dans le recours intitulé *Phillips c. Molson Coors Brewing Company, et al.*, No. 05-604 KAJ (D. Del.).

² Parties libérées » signifie les Intimés et chacun de leurs parents, filiales, sociétés affiliées, dirigeants, administrateurs, employés, associés limités ou généraux ou associations, fondations, fiducies, mandants, fiduciaires, procureurs, vérificateurs, comptables, banquiers d'affaires, consultants, agents, assureurs, co-assureurs, héritiers, liquidateurs, administrateurs, prédécesseurs, successibles et ayants-droit.

4. Par la présente, j'affirme et me porte garant que je ne suis PAS sujet à la retenue d'impôt selon les dispositions de l'article 3406(a)(1)(C) du *Internal Revenue Code* parce que (a) je (nous) suis exempté de la retenue d'impôt; ou (b) je (nous) n'ai pas été avisé par le *Internal Revenue Service* que je suis sujet à la retenue d'impôt à la suite du défaut de rapporter tous les intérêts ou dividendes; ou (c) le *Internal Revenue Service* m'a avisé que je ne suis plus sujet à la retenue d'impôt.³

Je (nous) déclare, sous peine de parjure en vertu des lois des États-Unis d'Amérique ou du Canada, tel qu'applicable, que les informations ci-dessus, fournies directement ou indirectement au nom du soussigné propriétaire réel d'actions de Coors ou de Molson Coors, sont vraies et exactes.

Signé ce _____ jour de _____, à _____, _____.
(Mois/Année) (Ville) (État/Province)

(Nom(s) du propriétaire réel)

(Nom(s) du propriétaire réel)

(Signer votre nom ici)

(Signature d'un réclamant conjoint, le cas échéant)

(Écrire votre nom en lettres moulées ici)

(Compétence légale de la personne(s) signataire si autre personne que le propriétaire réel, e.g., liquidateur, administrateur, fiduciaire, représentant légal)

(Nom du propriétaire réel, si applicable)

LE PROCESSUS D'ÉVALUATION DES RÉCLAMATIONS PREND BEAUCOUP DE TEMPS.

MERCI DE VOTRE PATIENCE.

Liste de rappel:

1. Veuillez signer la présente déclaration à la Partie IV.
2. N'oubliez pas de joindre la documentation nécessaire.
3. Ne faites pas parvenir les originaux des certificats d'actions.
4. N'utilisez AUCUN surligneur sur ce formulaire ou autres documents joints.
5. Garder une copie de tous ce que vous faites parvenir pour vos dossiers.
6. Si vous désirez obtenir une preuve de réception de votre Preuve de réclamation, veuillez l'envoyer par la poste et demandez Confirmation de la réception.
7. Si vous déménagez, veuillez nous faire parvenir votre nouvelle adresse.

³ Si vous avez été avisés par le *Internal Revenue Service* que vous êtes sujets à la retenue d'impôt, veuillez biffer tout langage susmentionné mentionnant que vous n'êtes pas sujet à la retenue d'impôt.

[THIS PAGE INTENTIONALLY LEFT BLANK]

C A N A D A
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL

SUPERIOR COURT

BOYS AND GIRLS CLUB OF LONDON
FOUNDATION, ET AL.

Plaintiffs,

v.

MOLSON COORS BREWING COMPANY, ET AL.

Defendants.

X

:

:

:

:

:

:

:

X

(CLASS ACTION)

No: 500-06-000314-050

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT
FOR THE DISTRICT OF DELAWARE

IN RE MOLSON COORS BREWING COMPANY
SECURITIES LITIGATION

X

:

:

:

X

Civil Action No. 1:05-cv-00294-GMS

(Consolidated)

NOTICE OF CLASS ACTIONS AND PROPOSED SETTLEMENT

If you (1) were a former shareholder of Molson Inc. (“Molson”) and received shares of Molson Coors Brewing Company (“Molson Coors”) as a result of the February 9, 2005 merger (“Merger”) of Molson and the Adolph Coors Company (“Coors”); (2) purchased the common stock of Coors from July 22, 2004 through February 9, 2005; or (3) purchased the common stock of Molson Coors, from the completion of the Merger through April 27, 2005, inclusive, you may be entitled to a payment from this class action settlement.

This Notice was authorized and approved by the U.S. and Canadian Courts in charge of the Actions. This is not a solicitation from a lawyer.¹

- If approved by the Courts, the Settlement will provide a gross settlement fund of Six Million U.S. Dollars, plus interest (the “Gross Settlement Fund”), for the benefit of persons and entities who purchased shares of Coors or Molson Coors between July 22, 2004 and April 27, 2005, inclusive (the “Class Period”), or received shares of Molson Coors in exchange for shares of Molson in the Merger, and were allegedly damaged thereby (the “Class”).
- The Settlement resolves Actions before the Superior Court of Quebec (the “Canadian Court”) and the United States District Court for the District of Delaware (the “U.S. Court”) against the Defendants alleging, among other things, false and misleading public statements in connection with the Merger of Coors and Molson.
- If the Courts approve the Settlement, your legal rights will be affected by this Settlement whether you act or do not act. Please read this Notice carefully.
- The Settlement is conditioned upon the discontinuance and dismissal of three additional related actions: *Ayotte-Englot v. Molson Coors Brewing Co., et al.*, Court File No. 05/31136, and *Fenn v. Molson Coors Brewing Co., et al.*, Court File No. 48443 CP, which are pending before the Ontario Superior Court of Justice, and *Ayotte-Englot v. Molson Coors Brewing Co., et al.*, Court File No. 550-06-000022-054, which is pending before the Superior Court of Quebec (collectively, the “Additional Canadian Actions”).
- The U.S. Court will review the Settlement at a Settlement Hearing to be held on May 18, 2009. The Canadian Court will also review the Settlement at a hearing on April 2, 2009. Payments will be made only if both Courts approve the Settlement and after any appeals are resolved. Please be patient.

¹ Si vous (1) êtes un ancien actionnaire de Molson Inc. (« Molson ») et avez reçu des actions de Molson Coors Brewing Company (« Molson Coors ») à la suite de la fusion du 9 février 2005 (« la Fusion ») de Molson et de Adolph Coors Company (« Coors »); ou (2) avez acheté des actions ordinaires de Coors entre le 22 juillet 2004 et le 9 février 2005; ou (3) avez acheté des actions ordinaires de Molson Coors, entre l’achèvement de la Fusion et le 27 avril 2005, inclusivement, vous avez peut-être droit à un paiement du règlement de ce recours collectif. Vous pouvez obtenir une copie en français de cet Avis et de la Preuve de réclamation en communiquant avec l’Administrateur de réclamations au : www.molsoncoorssettlement.com; ou en téléchargeant les formulaires des sites Internet des procureurs : www.classaction.ca ou www.labaton.com.

YOUR LEGAL RIGHTS AND OPTIONS IN THIS SETTLEMENT

SUBMIT A CLAIM FORM BY March 19, 2009	The only way to get a payment. Note: <i>Submission of Claim Form does not negate your right to also submit an objection (see the “note” under the objection instructions below).</i>
EXCLUDE YOURSELF BY March 19, 2009	Get no payment. This is the only option that allows you to ever bring or be part of any <u>other</u> lawsuit against the Defendants and the other Released Parties about the Settled Claims.
OBJECT BY March 19, 2009	Write about why you do not like the Settlement. You will still be a member of the Class. Note: <i>Class Members may submit an objection and/or a Claim Form. The submission of an objection does not disqualify the Class Member from the right to file a Claim Form, and likewise, the submission of a Claim Form does not invalidate any objection a Class Member may file, the two actions need not be mutually exclusive.</i>
GO TO A HEARING ON April 2, 2009 or May 18, 2009	Ask in your written objection to speak to the U.S. Court or the Canadian Court about the Settlement at one of the Settlement Hearings.
DO NOTHING	Get no payment. Give up rights.

- These rights and options—**and the deadlines to exercise them**—are explained in this Notice.

SUMMARY OF THIS NOTICE

Statement of Plaintiff Recovery:

Pursuant to the Settlement, a Gross Settlement Fund consisting of \$6,000,000 U.S. Dollars, plus interest as it accrues, has been established. Based on Plaintiffs’ Counsel’s estimate of the number of shares of common stock that may have been damaged, and assuming that all those shares participate in the Settlement, Plaintiffs’ Counsel estimate that the average recovery per Coors or Molson Coors share is approximately U.S. \$0.11 before deduction of Court-approved attorneys’ fees and expenses and administrative costs.

A Canadian Class Member or U.S. Class Member (“Class Member”) may receive more or less than this average amount, depending on the number of claims submitted; the number of shares the Class Member purchased or received in exchange for Molson shares; the exchange on which the Class Member transacted; and the timing of the purchases, receipt, and sales (if any). *See* the Plan of Allocation of the Net Settlement Fund (below) for more information about the determination of each Class Member’s potential recovery under this Settlement.

Statement of Potential Outcome of Case if it Continued:

The parties in the Actions vigorously disagree on all elements of liability and damages, and do not agree on the average amount of damages per share that would be recoverable even if plaintiffs were to have prevailed on each claim alleged in the Actions. The Defendants in the Actions deny that they are liable to plaintiffs or to Class Members and deny that the plaintiffs or Class Members have suffered any damages.

Statement of Attorneys’ Fees and Expenses Sought:

Counsel for the Canadian Class in the Canadian Action (“Canadian Class Counsel”) will ask the Canadian Court for an award of attorneys’ fees, not to exceed 10.25% of the Gross Settlement Fund, plus reimbursement of applicable taxes and out-of-pocket expenses incurred in connection with the prosecution of the Canadian Action in an amount not to exceed CDN \$120,000. Counsel for the U.S. Class in the U.S. Action (“U.S. Lead Plaintiffs’ Counsel”) will ask the U.S. Court for an award of attorneys’ fees not to exceed 14.75% of the Gross Settlement Fund, plus reimbursement of out-of-pocket expenses incurred in connection with the prosecution of the U.S. Action in an amount not to exceed USD \$130,000.

In the aggregate, and taking into account a Bank of Canada exchange rate of CAD\$1.00 to USD\$0.7779, the total amount of fees and reimbursement of applicable taxes and expenses requested by Plaintiffs’ Counsel in the Actions will not exceed 30% of the Gross Settlement Fund. These requested attorneys’ fees and expenses, if approved in full by the Courts, would amount to an average of approximately USD \$0.03 (CDN \$0.04) per affected share.

Plaintiffs’ Counsel in the Actions have expended considerable time and effort prosecuting the Actions on a contingent fee basis, and have advanced the expenses of each of the Actions, in the expectation that, if they were successful in obtaining a recovery for Class Members, they would be paid from such recovery. In this type of litigation, it is customary for plaintiffs’ counsel to be awarded a percentage of the common fund recovered as their attorneys’ fees.

Reasons for the Settlement:

Based upon their investigation and evaluation of the facts and law, Canadian Class Counsel, the Canadian Representative Plaintiffs, U.S. Lead Plaintiffs' Counsel, and the U.S. Lead Plaintiffs agreed to the Settlement after considering, among other things: (i) the immediate cash benefits to Class Members; (ii) the uncertainty of being able to prove the allegations asserted in the Actions; (iii) the attendant risks of litigation, especially in complex class actions, as well as the difficulties and delays inherent in such litigation (including appeals); (iv) the risk that the U.S. Court may grant the U.S. Defendants' pending motion to dismiss the U.S. Action; (v) the risk that the U.S. Court would abstain from hearing the U.S. Action in favor of the Canadian Action, or vice versa; (vi) the risk that one or both of the Actions would not be certified or authorized to proceed as a class action; (vii) the uncertainty inherent in the parties' competing theories of damages, even if liability were established at trial; (viii) awareness of Defendants' likely positions on various liability and damages issues; and (ix) their belief that the Settlement is fair, reasonable and adequate.

Defendants' reasons for entering into the Settlement are to bring to an end the substantial expense, burden, risk, and uncertainty associated with continued litigation; to put to rest the claims and the underlying matters raised in the Actions; and to avoid further expense and disruption of the management and operation of Defendants' business and affairs due to the Actions. The Settlement shall not be construed as, and is not, an admission of any liability, wrongdoing, or damages whatsoever by any of the Defendants.

Further Information:

Further information regarding the Settlement and this Notice may be obtained by contacting the Claims Administrator at: *In re Molson Coors Brewing Company Securities Class Action*, c/o Strategic Claims Services, 600 North Jackson Street - Suite 3, Media, PA 19063; (Toll Free) 1-866-802-7949, www.molsoncoorssettlement.com. You may also contact: (1) Canadian Class Counsel: Monique L. Radlein, Siskinds LLP, 680 Waterloo Street, P.O. Box 2520, London, Ontario N6A 3V8, (800) 461-6166 x2380, www.classaction.ca for questions about the Canadian Action; or (2) U.S. Lead Plaintiffs' Counsel: Nicole M. Zeiss, Esq., Labaton Sucharow LLP, 140 Broadway, New York, NY 10005, (800) 321-0476, www.labaton.com, for questions about the U.S. Action.

Do Not Call the Courts With Questions About the Settlement

BASIC INFORMATION

1. Why Did I Get This Notice Package?

You or someone in your family may have purchased shares of Coors or Molson Coors, between July 22, 2004 and April 27, 2005, inclusive, or received shares of Molson Coors in exchange for shares of Molson in the Merger. You should know about the Settlement of the Actions, and about all of your options, before the Courts decide whether to approve the Settlement. This Notice provides information about the Actions, the Settlement, Class Members' legal rights, what benefits are available, who is eligible for them, and how to get them. The Courts in charge of the Actions and consideration of the Settlement are:

Court (Address)	Action
Superior Court of Quebec 1, rue Notre-Dame Est Montréal (Québec) H2Y 1B6 The Honorable Louis-Paul Cullen	<i>Boys and Girls Club of London Foundation, et al. v. Molson Coors Brewing Company, et al.</i> , Court File No. 500-06-000314-050 (the "Canadian Action")
United States District Court for the District of Delaware J. Caleb Boggs Federal Building 844 N. King Street Wilmington, DE 19801 The Honorable Gregory M. Sleet (U.S.D.J.)	<i>In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation</i> , Master File No. 05-cv-00294 (GMS) (D. Del.) (the "U.S. Action")

The Canadian Court will resolve the issues for all members of the Canadian Class, except for those who exclude themselves from the Canadian Class. The U.S. Court will resolve the issues for all members of the U.S. Class, except for those who exclude themselves from the U.S. Class.

2. What Is This Lawsuit About?

On February 9, 2005, Coors merged with Molson to form Molson Coors.

The Canadian Action alleges, among other things, that Molson Coors and certain of its directors, senior officers and representatives made untrue statements or material omissions. In particular, the Canadian Action alleges that the

merger was actually a takeover of Molson by Coors and that, while Coors and Molson knew that they were unlikely to operate according to or above plan, they nevertheless made public statements to the effect that the merger would be beneficial to Molson shareholders. The Canadian Action pleads oppression under the *Canada Business Corporation Act*, *Quebec Securities Act* and the *Canadian Competition Act*.

The U.S. Action alleges, among other things, that Molson Coors and certain current and former officers and directors violated Sections 10(b), 14(a), and 20(a) of the U.S. Securities Exchange Act of 1934, and Rules 10b-5 and 14a-9 promulgated thereunder, by issuing false and misleading public statements in connection with the merger of Molson and Coors. The U.S. Action also alleges that certain filings violated generally accepted accounting principles.

The defendants in the U.S. Action, the Canadian Action, and the Additional Canadian Actions include Molson Coors Brewing Company; Molson Inc.; Molson Coors Canada Inc.; Peter H. Coors; W. Leo Kiely III; Charles M. Herington; Franklin W. Hobbs; Randall Oliphant; Pamela Patsley; Wayne Sanders; Albert C. Yates; Timothy V. Wolfe; Peter Swinburn; David G. Barnes; Peter M.R. Kendall; Daniel J. O'Neill; Luc Beaugard; Francesco Bellini; Eric H. Molson; John E. Cleghorn; Daniel W. Colson; Stephen T. Molson; Donald T. Drapkin; Luiz O. Goncalves; David P. O'Brien; H. Sanford Riley; Lloyd Barber; and Matthew Barrett (collectively, the "Defendants").

Plaintiffs are Metzler Investment GmbH and Drywall Acoustic Lathing and Insulation Local 675 Pension Fund (the "U.S. Lead Plaintiffs") and the Boys and Girls Club of London Foundation and Edeltraud Leisser (the "Canadian Representative Plaintiffs").

The Canadian and U.S. Actions both seek money damages. The Defendants deny that they did anything wrong, are liable to Class Members, or that Class Members have suffered damages.

3. What Is a Class Action?

In a class action, one or more people called class representatives (in this case, the Canadian Representative Plaintiffs in the Canadian Action and the U.S. Lead Plaintiffs in the U.S. Action) sue on behalf of people who have similar claims. All these people are collectively called a "class" or "class members." Bringing a case as a class action allows the adjudication of many similar claims that might be economically too small to bring separately.

4. Why Is There a Settlement?

The Courts did not decide in favor of one side or the other in either the Canadian Action or the U.S. Action. Instead, the parties agreed to the Settlement. The Settlement avoids the risks and costs of a trial, and eligible Class Members who make a valid claim receive compensation sooner. See "Reasons for the Settlement" above. Canadian Representative Plaintiffs, Canadian Class Counsel, U.S. Lead Plaintiffs, and U.S. Lead Plaintiffs' Counsel think the Settlement is fair, reasonable and adequate.

WHO IS IN THE SETTLEMENT?

5. How Do I Know If I Am Eligible to Take Part in the Settlement?

To see if you will get money from this Settlement, you first have to determine if you are a member of either the Canadian Class or the U.S. Class.

The Canadian Court has authorized, solely for purposes of the proposed Settlement, that everyone who fits the following description is a member of the proposed Canadian Class: ***all persons and entities resident or domiciled in Canada: (i) that, as former shareholders of Molson, received shares of Molson Coors as a result of the February 9, 2005 Merger of Molson and Coors; (ii) that were open market purchasers of the common stock of Coors from July 22, 2004 through February 9, 2005, inclusive; or (iii) that were open market purchasers of the common stock of Molson Coors, from the completion of the Merger through April 27, 2005, inclusive, and who were allegedly damaged thereby, and including the plaintiffs in the Additional Canadian Actions and all persons and entities resident or domiciled in Canada included in the putative classes on whose behalf the Additional Canadian Actions were brought. Legal persons established for a private interest, partnership or association, who employed more than 50 persons at any time during the period from October 25, 2004 to October 25, 2005, and who otherwise fit the above description, are not included in the Canadian Class. Such persons are however, included in the U.S. Class.*** Excluded Persons (as defined below) are excluded from the Canadian Class.

The U.S. Court has directed, solely for purposes of the proposed Settlement, that everyone who fits the following description is a member of the U.S. Class: ***all persons and entities (i) that, as former shareholders of Molson, received shares of Molson Coors as a result of the February 9, 2005 Merger of Molson and Coors; (ii) that were open market purchasers of the common stock of Coors from July 22, 2004 through February 9, 2005, inclusive; or (iii) that were open market purchasers of the common stock of Molson Coors, from the completion of the Merger through April 27, 2005, inclusive, and who were allegedly damaged thereby.*** Excluded Persons (as defined below) and Canadian Class Members are excluded from the U.S. Class.

You may be a member of either the Canadian Class or the U.S. Class, but not both.

6. What Are the Exceptions to Being Included?

You are not a member of the Canadian Class if you are a member of the U.S. Class or if you are an Excluded Person. “Excluded Persons” means: (i) the Defendants; (ii) members of the immediate family of each of the Individual Defendants; (iii) each person who at any time served as an officer or director of Molson Coors Brewing Company, Molson Inc., or Molson Coors Canada, and members of their respective immediate families; (iv) any person, firm, trust, corporation, officer, director or other individual or entity in which any Defendant has or had, during the Class Period, a controlling interest or which is related to or affiliated with any of the Defendants; and (v) putative members of the Class who timely and validly request exclusion from the Class in accordance with the requirements set forth in this Notice. Similarly, you are not a member of the U.S. Class if you are a member of the Canadian Class or if you are an Excluded Person.

If one of your mutual funds purchased shares of Coors or Molson Coors or received shares of Molson Coors in exchange for shares of Molson during the Class Period, that alone does not make you a Class Member. You are a Class Member only if you, your broker, or someone else purchased shares of Coors or Molson Coors, or received shares of Molson Coors in exchange for shares of Molson, on your individual behalf during the Class Period.

If you **sold** Coors or Molson Coors shares during the Class Period, that alone does not make you a Class Member. You are a Class Member only if you **purchased shares of Coors or Molson Coors, or received shares of Molson Coors shares in exchange for Molson shares**, during the Class Period.

7. I Am Still Not Sure If I Am Included.

If you are still not sure whether you are included, you can ask for free help. You should contact the Claims Administrator at: *In re Molson Coors Brewing Company Securities Class Action*, c/o Strategic Claims Services, 600 North Jackson Street - Suite 3, Media, PA 19063; (Toll Free) 1-866-802-7949, www.molsoncoorssettlement.com. Alternatively, you can fill out and return the Proof of Claim described in Question 10 below to see if you qualify.

THE SETTLEMENT BENEFITS—WHAT YOU GET

8. What Does the Settlement Provide?

In exchange for the Settlement, including the releases therein, Molson Coors has agreed to pay \$6,000,000 U.S. Dollars, plus interest earned on that sum while held in escrow, to be divided among all eligible Class Members who mail in valid Proofs of Claim, after payment of Taxes, Court-approved attorneys’ fees and expenses and the costs of claims administration, including the costs of printing and mailing this Notice and the cost of publishing newspaper notices (the “Net Settlement Fund”).

9. How Much Will My Payment Be?

If you are entitled to a payment under the Settlement, your share of the Net Settlement Fund will depend on several things, including: how many Class Members mail in valid Proofs of Claim; the total recognized losses for settlement purposes represented by those valid Proofs of Claim; how many Coors or Molson Coors shares you purchased or received; when you purchased or received them; on what exchange you transacted; how much you paid for your shares; when you sold them; and the price for which you sold them.

You can calculate your “Recognized Loss” according to the formula shown below in the Plan of Allocation. It is unlikely that you will get a payment for your entire Recognized Loss. After all Class Members have mailed in their Proofs of Claim, your payment will be the portion of the Net Settlement Fund equal to your Recognized Loss divided by the total of all Class Members’ Recognized Losses and multiplied by the total amount in the Net Settlement Fund. See the Plan of Allocation below for more information on your Recognized Loss.

HOW YOU GET A PAYMENT—SUBMITTING A CLAIM FORM

10. How Will I Get a Payment?

To qualify for a payment, you must timely mail in a completed Proof of Claim form. A Proof of Claim form is being circulated with this Notice. You may also get a Proof of Claim form on the Internet at the websites for the Claims Administrator or Plaintiffs’ Lead Counsel: www.molsoncoorssettlement.com, www.classaction.ca or www.labaton.com. Please read the instructions carefully, fill out the Proof of Claim form, include all the documents the form asks for, sign it, and mail it **postmarked no later than March 19, 2009**.

11. When Will I Get My Payment?

The Canadian Court will hold the Canadian Settlement Hearing on April 2, 2009 and the U.S. Court will hold the Settlement Hearing on May 18, 2009 to decide whether to approve the Settlement and whether to authorize the Canadian Class.

Both Courts must approve the Settlement for it to become effective. However the Courts decide these issues, there may also be appeals. It is always uncertain whether these appeals can be resolved favorably in support of the Settlement, and resolving them can take time, perhaps more than a year. It also takes a long time, often as much as a year, for all the Proofs of Claim to be accurately reviewed and processed. Please be patient.

12. What Am I Giving Up to Get a Payment and Stay in the Class?

Unless you exclude yourself (“opt out”), you are a member of the Class. That means that, upon the Effective Date, you (and your personal representatives, heirs, executors, administrators, trustees, beneficiaries, current and former plan members and contributors, successors, and assigns) will be held to have released and forever discharged the “Released Parties” (as defined below) in respect of “Settled Claims” (as defined below) and will be barred and enjoined from suing, continuing to sue, or being part of any other lawsuit against the Released Parties relating to the Settled Claims. All of the Canadian Court’s orders will apply to you and legally bind you if you are a member of the Canadian Class, and all of the U.S. Court’s orders will apply to you and legally bind you if you are a member of the U.S. Class.

“Released Parties” means Defendants and each of their respective present and former parents, subsidiaries, affiliates, officers, directors, employees, general or limited partners or partnerships, foundations, trusts, principals, trustees, attorneys, auditors, accountants, investment bankers, consultants, agents, insurers, co-insurers, heirs, executors, administrators, predecessors, successors, and assigns.

“Settled Claims” means any and all claims, rights, causes of action, damages, or liabilities of any kind, nature, and character whatsoever in law, equity, or otherwise, including both known and Unknown Claims, which were, could have been, or could be asserted in any forum by the Class Members against any of the Released Parties, whether under United States or Canadian federal, state, provincial, local, statutory, or common law, or any other law, rule, or regulation, and whether directly, indirectly or derivatively, based upon, arising out of or relating to any acts, facts, transactions, occurrences, representations, allegations or omissions during the Class Period concerning or in any way related to the acquisition or disposition of Molson, Coors, or Molson Coors securities during the Class Period, the allegations of the Actions and the Additional Canadian Actions, or any violation of law in connection therewith, or any public statements concerning or relating to Molson, Coors, or Molson Coors (or any of their subsidiaries or affiliates), but excluding any claims to enforce the terms of this Settlement. Settled Claims does not include those pending in the action entitled *Phillips v. Molson Coors Brewing Company, et al.*, No. 05-604 KAJ (D.Del.).

“Unknown Claims” means any and all Settled Claims which any of the U.S. Lead Plaintiffs, the Canadian Representative Plaintiffs, or the Class Members does not know or suspect to exist in his favor at the time of the Effective Date and any Settled Defendants’ Claims which any Defendant does not know or suspect to exist in his favor, as of the Effective Date, which if known might have affected his decisions with respect to the Settlement and releases therein. (Additional information pertaining to the definition of Unknown Claims is contained in the Stipulation.)

The “Effective Date” is conditioned upon, among other things, payment of the Gross Settlement Fund, both Courts approving the Settlement, and the Court orders provided for under the terms of the Settlement becoming final and not subject to appeal. (The precise definition of the Effective Date is contained in the Stipulation.)

EXCLUDING YOURSELF FROM THE SETTLEMENT

If you do not want a payment from this Settlement, and you want to keep any right you may have to sue or continue to sue the Defendants and the other Released Parties on your own in respect of Settled Claims, then you must take steps to get out of the Class of which you are a member. This is called excluding yourself from or “opting out” of the Class. Molson Coors may terminate the Settlement if Class Members who purchased or received shares in excess of a certain aggregate number of Coors or Molson Coors shares opt out of the Class.

13. How Do I Opt Out of the Class?

To exclude yourself from the Class of which you are a member, you must mail a signed letter stating that you “request exclusion from the Class in *In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation.*” Your letter must state the date(s), price(s), and number(s) of shares of all your purchases, acquisitions, and sales of Molson Coors and Coors shares during the Class Period. In addition, you must include your name, address, telephone number, and your signature. You must mail your exclusion request **postmarked no later than March 19, 2009**, to:

In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation EXCLUSIONS
c/o Strategic Claims Services
Claims Administrator
600 North Jackson Street - Suite 3
Media, PA 19063

You cannot exclude yourself by telephone or by e-mail. Your exclusion request must comply with these requirements in order to be valid. If you write to request to be excluded, you will not get any settlement payment, and you cannot object to the Settlement. You will not be legally bound by anything that happens in this lawsuit.

14. If I Do Not Opt Out, Can I Sue the Defendants for the Same Thing Later?

No. Unless you opt out, you give up any right to sue the Defendants and the other Released Parties for the Settled Claims resolved by this Settlement. If you have a pending lawsuit against any of the Defendants, speak to your lawyer in that case immediately.

15. If I Opt Out, Can I Get Money from This Settlement?

No. If you opt out, do not mail in a Proof of Claim because you will be ineligible for compensation from the Settlement. However, you may sue, continue to sue, or be part of a different lawsuit against the Defendants and the other Released Parties.

THE LAWYERS REPRESENTING YOU

16. Do I Have a Lawyer in This Case?

The law firms of Siskinds LLP in London, Ontario, Paquette Gadler Inc. in Montreal, Quebec and Merchant Law Group LLP in Regina, Saskatchewan (i.e., Canadian Class Counsel) represent the Canadian Class in the Canadian Action. The law firms of Labaton Sucharow LLP in New York, New York and Motley Rice LLC in Hartford, Connecticut (i.e., U.S. Lead Plaintiffs' Counsel) represent the U.S. Class in the U.S. Action. You will not be personally charged for any of these lawyers. The Courts will determine the amount of attorneys' fees and expenses the lawyers will receive, which will be paid from the Gross Settlement Fund. If you want to be represented by your own lawyer, you may hire one at your own expense.

17. How Will the Lawyers Be Paid?

Canadian Class Counsel and U.S. Lead Plaintiffs' Counsel will ask the Courts at the Settlement Hearings to collectively award them attorneys' fees from the Gross Settlement Fund in a total amount not to exceed 25% of the Gross Settlement Fund, plus interest on such fees at the same rate earned by the Gross Settlement Fund. In addition, Canadian Class Counsel will ask the Court for reimbursement of applicable taxes and out-of-pocket expenses in an amount not to exceed CDN \$120,000 to be paid out of the Gross Settlement Fund, plus interest. U.S. Lead Plaintiffs' Counsel will ask the Court for reimbursement of out-of-pocket expenses in an amount not to exceed USD \$130,000 to be paid out of the Gross Settlement Fund, plus interest.

The combined amount of all requests by Plaintiffs' Counsel for attorneys' fees and out-of-pocket expenses will not exceed 30% of the Gross Settlement Fund. To date, Plaintiffs' Counsel have not been paid for their services for pursuing the Actions, and they have not been reimbursed for their out-of-pocket expenses. The fees requested will compensate Plaintiffs' Counsel for their work in creating the Gross Settlement Fund.

OBJECTING TO THE SETTLEMENT

18. How Do I Object?

If you are a Class Member, you can "object" to the Settlement or any of its terms, including the proposed Plan of Allocation of the Net Settlement Fund, or the applications by Plaintiffs' Counsel for awards of attorneys' fees and expenses. You must write to Canadian Class Counsel (if you are member of the Canadian Class) or to U.S. Lead Plaintiffs' Counsel (if you are a member of the U.S. Class) setting out your objection and giving reasons for it. You must also (1) include your name, address, telephone number, and signature; (2) identify and supply copies of documentation showing the date, price, and number of Coors or Molson Coors shares you purchased, received, or sold between July 22, 2004 and April 27, 2005, inclusive; and (3) identify the exchange on which you transacted. The appropriate Court will consider your views if you file a proper objection according to these procedures.

If you are a Canadian Class Member, you must mail your signed letter saying that you object to the proposed Settlement in *Boys and Girls Club of London Foundation, et al. v. Molson Coors Brewing Company et al.*, Court File No. 500-06-000314-050 to each of the following **postmarked no later than March 19, 2009**:

<i>Canadian Class Counsel:</i>	
Monique L. Radlein Siskinds LLP 680 Waterloo Street P.O. Box 2520 London, ON N6A 3V8	Philippe Charest-Beaudry Paquette Gadler Inc. 300, place d'Youville Bureau B-10 Montreal, Quebec H2Y 2B6

Canadian Class Counsel will ensure that your objection is filed with the Canadian Court and provided to counsel for the Defendants.

If you are a U.S. Class Member, you must mail your signed letter saying that you object to the proposed Settlement in *In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation*, Master File No. 05 Civ. 00294 (GMS) (D. Del.) to each of the following **postmarked no later than March 19, 2009**:

<i>U.S. Lead Plaintiffs' Counsel:</i>	<i>Defendants' U.S. Counsel:</i>	<i>The U.S. Court:</i>
Nicole M. Zeiss, Esq. Labaton Sucharow LLP 140 Broadway New York, NY 10005 William Narwold, Esq. Motley Rice LLC One Corporate Center 20 Church Street, 17th Floor Hartford, CT 06103	Michael R. Young, Esq. Antonio Yanez, Jr., Esq. Willkie Farr & Gallagher LLP 787 Seventh Avenue New York, NY 10019 Jeffrey L. Moyer, Esq. Richards, Layton & Finger One Rodney Square 920 North King Street Wilmington, DE 19801	Clerk of the Court United States District Court for the District Delaware J. Caleb Boggs Federal Building 844 N. King Street Wilmington, DE 19801

You do not need to attend either the Canadian Settlement Hearing or the U.S. Settlement Hearing to have your objection considered. However, if you wish to attend or to have a lawyer attend to speak about your objection, you must indicate this intention in your objection letter.

19. What Is the Difference Between Objecting and Opting Out?

Objecting is simply telling the Court that you do not like something about the Settlement. You can object only if you stay in your respective Class. Opting out is telling the Court that you do not want to be part of the Settlement. If you opt out, you have no basis to object because the case no longer affects you.

THE SETTLEMENT HEARINGS IN THE CANADIAN AND U.S. COURTS

20. When and Where Will the Canadian and U.S. Courts Decide Whether to Approve the Settlement?

The Canadian Court will hold the Canadian Settlement Hearing on April 2, 2009, at 9:30 a.m., at the Superior Court of Quebec, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6.

The U.S. Court will hold the U.S. Settlement Hearing on May 18, 2009 at 2:00 p.m. in Courtroom 4A of the United States District Court for the District of Delaware, J. Caleb Boggs Federal Building, 844 N. King Street, Wilmington, DE 19801.

At these respective hearings, each Court will consider whether the Settlement is fair, reasonable, and adequate for the Class Members over which each Court presides, whether to approve the proposed Plan of Allocation of the Net Settlement Fund and whether to award attorney fees and expenses. If there are objections, the Courts will consider them, and the presiding judge may listen to people who have properly indicated, within the deadline identified in Question 18 above, an intention to attend the hearing; however, all decisions regarding the conduct of the hearings will be made by the respective presiding judge. The Courts may decide some or all of these issues at the hearings, or take them under consideration. We do not know how long these decisions will take.

Within 3 business days of the issuance of any such decision, orders made by either Court granting or refusing approval of the Settlement will be posted by the Claims Administrator at www.molsoncoorssettlement.com. Any order in the Canadian Action will also be posted by Canadian Class Counsel at www.classaction.ca. Any order in the U.S. Action will be posted by U.S. Lead Plaintiffs' Counsel at www.labaton.com.

21. Do I Have to Come to the Hearings?

No. Plaintiffs' Counsel will answer any questions the Courts may have. You are welcome to attend at your own expense. If you mail an objection, you do not have to appear at a hearing to talk about it. Please be aware that the Courts may change the date or time of the hearings without further notice to Class Members.

IF YOU DO NOTHING

22. What Happens If I Do Nothing at All?

If you do nothing, you will get no money from this Settlement and you will be precluded forever from starting a lawsuit, continuing with a lawsuit, or being part of any other lawsuit against the Defendants and the Released Parties about the Settled Claims. To share in the Net Settlement Fund, you must submit a Proof of Claim (*see* Question 10). To start, continue, or be part of any other lawsuit against the Defendants and the other Released Parties concerning the Settled Claims, you must exclude yourself (*see* Question 13).

GETTING MORE INFORMATION

23. Are There More Details About the Settlement?

This Notice summarizes the proposed Settlement. More details are in the Stipulation and Settlement Agreement dated November 6, 2008 (the “Stipulation”). All capitalized terms not defined in this Notice have the meanings set forth in the Stipulation. A copy of the Stipulation may be reviewed at www.classaction.ca or www.labaton.com. Or you may request copies from:

<i>Canadian Class Counsel:</i>	<i>U.S. Lead Plaintiffs’ Counsel:</i>
Monique L. Radlein Siskinds LLP 680 Waterloo Street London, ON N6A 3V8 www.classaction.ca	Nicole M. Zeiss, Esq. Labaton Sucharow LLP 140 Broadway New York, NY 10005 www.labaton.com

24. How Do I Get More Information?

For more detailed information concerning the Canadian Action, you may also review the documents filed in the Canadian Action by inspecting Court File No. 500-06-000314-050 at the Quebec Superior Court of Justice, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1B6, on weekdays (other than holidays) between 8:30 a.m. and 5:00 p.m.

For more detailed information concerning the U.S. Action, you may review the documents filed in the U.S. Action by inspecting the case file at the Office of the Clerk of the United States District Court for the District of Delaware, Daniel Patrick Moynihan United States Courthouse, J. Caleb Boggs Federal Building, 844 N. King Street, Wilmington, DE 19801, on weekdays (other than court holidays) between 8:30 a.m. and 5:00 p.m.

PLAN OF ALLOCATION OF THE NET SETTLEMENT FUND

The Net Settlement Fund will be distributed in accordance with the Plan of Allocation described below to Class Members who submit valid, timely Proofs of Claim to the Claims Administrator showing a Recognized Loss (“Authorized Claimants”). Authorized Claimants will be eligible to participate in the distribution of the Net Settlement Fund only if they have a net loss on all transactions in Coors and Molson Coors shares during the Class Period.

To the extent there are sufficient funds in the Net Settlement Fund, each Authorized Claimant will receive an amount equal to the Authorized Claimant’s claim, as defined below. If, however, the amount in the Net Settlement Fund is not sufficient to permit payment of the total claim of each Authorized Claimant (the more likely scenario), then each Authorized Claimant will be paid the percentage of the Net Settlement Fund that each Authorized Claimant’s claim bears to the total of the claims of all Authorized Claimants. Payment in this manner shall be deemed conclusive against all Authorized Claimants.

For purposes of determining the amount an Authorized Claimant may recover under the Plan of Allocation, this Plan of Allocation reflects the plaintiffs’ damages theory advanced in the Actions (namely, that the price of Coors and Molson Coors shares were artificially inflated by various alleged misstatements and omissions during the Class Period and that such inflation was removed when the allegedly corrective disclosures were made). The Plan of Allocation also takes into account the strengths and weaknesses of the various claims and apportions recovery accordingly. The Plan of Allocation is not intended to estimate the amount a Class Member might have been able to recover after a trial, nor is it intended to estimate the amount that will be paid to Authorized Claimants. The Plan of Allocation is the basis upon which the Net Settlement Fund will be proportionately divided among all the Authorized Claimants.

For Class Members who held shares at the beginning of the Class Period or made multiple purchases or sales during the Class Period, the first-in, first-out (“FIFO”) method will be applied to such holdings, purchases and sales for purposes of calculating a claim. Under the FIFO method, sales of shares during the Class Period will be matched, in chronological order, first against shares held at the beginning of the Class Period. The remaining sales of shares during the Class Period will then be matched, in chronological order, against additional shares purchased or received during the Class Period.

A purchase or sale of Coors or Molson Coors shares shall be deemed to have occurred on the “contract” or “trade” date as opposed to the “settlement” or “payment” date. “Short” sales of Coors or Molson Coors shares shall not be recognized for any amount of loss on the cover, purchase or closing transaction. No distributions to Authorized Claimants who would receive less than \$10.00 will be made, given the administrative expenses of processing and mailing such checks.

The Courts may modify this Plan of Allocation without further notice to Class Members. Payment pursuant to the Plan of Allocation set forth herein shall be conclusive against all Authorized Claimants. No Class Member shall have any claim against U.S. Lead Plaintiffs’ Counsel, Canadian Class Counsel, or against any of the Defendants or the Released Parties based on the investments, costs, expenses, administration, allocations, payments, and distributions that are made substantially in accordance with the Stipulation, the Plan of Allocation, or further order of the Courts. Each Court has the ability to allow, disallow or adjust the claim of any Class Member over which it presides on equitable grounds.

A Recognized Loss will be calculated as follows:

I. ALLOCATION FOR MOLSON COORS SHARES RECEIVED BY FORMER MOLSON SHAREHOLDERS AS A RESULT OF THE FEBRUARY 9, 2005 MERGER

- A. Shares of Molson, Inc. common stock exchanged for shares of: Molson Coors Canada, Inc. Class A Exchangeable Shares (TSX: TPX.A); Molson Coors Canada, Inc. Class B Exchangeable Shares (TSX: TPX.NV); Molson Coors Brewing Company Class A Shares (NYSE and TSX: TAP.A); or Molson Coors Brewing Company Class B Shares (NYSE: TAP; TSX: TAP.NV)
- (i) For such shares held at the close of trading on April 27, 2005, the Recognized Loss shall be \$1.694 per share; and
 - (ii) For such shares sold between February 9, 2005 and April 27, 2005, the Recognized Loss shall be zero.

II. ALLOCATION FOR COORS SHARES PURCHASED

- A. For shares of Adolph Coors Company common stock (NYSE: RKY) acquired via open market purchases between July 22, 2004 and February 9, 2005, which were exchanged for Molson Coors Brewing Company Class B Shares (NYSE: TAP; TSX: TAP.NV):
- (i) For such shares retained at the end of trading on April 27, 2005, the Recognized Loss shall be \$1.540 per share; and
 - (ii) For such shares sold between February 9, 2005 and April 27, 2005, the Recognized Loss shall be zero.

III. ALLOCATION FOR MOLSON COORS SHARES PURCHASED

- A. For shares of Molson Coors Canada, Inc. Class A Exchangeable Shares (TSX: TPX.A); Molson Coors Canada, Inc. Class B Exchangeable Shares (TSX: TPX.NV); Molson Coors Brewing Company Class A Shares (NYSE and TSX: TAP.A); Molson Coors Brewing Company Class B Shares (NYSE: TAP; TSX: TAP.NV) acquired via open market purchases between February 9, 2005 and April 27, 2005:
- (i) For such shares held at the close of trading on April 27, 2005, the Recognized Loss shall be \$1.540 per share; and
 - (ii) For such shares sold between February 9, 2005 and April 27, 2005, the Recognized Loss shall be zero.

SPECIAL NOTICE TO SECURITIES BROKERS AND OTHER NOMINEES

If you purchased or otherwise acquired Coors or Molson Coors shares (TSX: TPX.A, CUSIP Number 608711107 (Class A); TSX: TPX.NV, CUSIP Number 608711206 (Class B); TSX: TAP.A, CUSIP Number 60871R100 (Class A); TSX: TAP.NV, CUSIP Number 60871R209 (Class B); NYSE: RKY, CUSIP Number 217016104; NYSE: TAP.A, CUSIP Number 60871R100 (Class A); and, NYSE: TAP, CUSIP Number 60871R209 between July 22, 2004 and April 27, 2005, inclusive, for the beneficial interest of a person or organization other than yourself, the Court has directed that WITHIN SEVEN (7) CALENDAR DAYS OF YOUR RECEIPT OF THIS NOTICE you must either: (1) send a copy of this Notice and Proof of Claim by first class mail to all such persons; or (2) provide a list of the names and addresses of such persons to the Claims Administrator at:

In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation
c/o Strategic Claims Services
Claims Administrator
600 North Jackson Street - Suite 3
Media, PA 19063

(Toll Free) 1-866-802-7949
www.molsoncoorssettlement.com

If you choose to mail the Notice and Proof of Claim yourself, you may obtain from the Claims Administrator (without cost to you) as many additional copies of these documents as you will need to complete the mailing. Upon such mailing, you are directed to send a statement to the Claims Administrator confirming that the mailing was made. Regardless of whether you choose to complete the mailing yourself or elect to have the mailing performed for you, you may obtain reimbursement for reasonable administrative costs actually incurred in connection with forwarding the Notice and Proof of Claim or ascertaining the names and addresses of beneficial owners after submission of appropriate documentation to the Claims Administrator.

PLEASE DO NOT CONTACT EITHER OF THE COURTS REGARDING THIS NOTICE.

Dated: December 19, 2008

BY ORDER OF THE SUPERIOR COURT OF QUEBEC
AND THE UNITED STATES DISTRICT COURT
FOR THE DISTRICT OF DELAWARE

**C A N A D A
PROVINCE OF QUEBEC
DISTRICT OF MONTREAL
SUPERIOR COURT**

**BOYS AND GIRLS CLUB OF LONDON
FOUNDATION, ET AL.**

v.

MOLSON COORS BREWING COMPANY, ET AL.

Plaintiffs,

Defendants.

X

:

:

:

:

:

:

:

:

X

(CLASS ACTION)

No: 500-06-000314-050

**IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT
FOR THE DISTRICT OF DELAWARE**

**IN RE MOLSON COORS BREWING COMPANY
SECURITIES LITIGATION**

X

:

:

:

X

Civil Action No. 1:05-cv-00294-GMS

(Consolidated)

PROOF OF CLAIM AND RELEASE

DEFINITIONS

1. Unless specifically defined herein, capitalized terms used in this Proof of Claim and Release (“Proof of Claim”) form have the meanings set forth in the Stipulation and Settlement Agreement dated November 6, 2008 (the “Stipulation”) available for review at www.molsoncoorssettlement.com. This Proof of Claim should also be read in conjunction with the Notice of Class Actions and Proposed Settlement (“Notice”) that is being sent with this Proof of Claim form.

GENERAL INSTRUCTIONS

1. To receive a recovery from the Net Settlement Fund created as a result of the settlement with the Defendants as a member of the U.S. Class certified for settlement purposes in the action entitled *In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation*, C.A. No. 05-cv-00294-GMS (Consolidated), before the United States District Court for the District of Delaware (the “U.S. Action”), or as a member of the Canadian Class in the action entitled *Boys and Girls Club of London Foundation, et al. v. Molson Coors Brewing Company, et al.*, Court File No. 500-06-000314-050, before the Superior Court of Quebec (the “Canadian Action”) (collectively, the “Actions”), you must complete and, on page 15 below, sign this Proof of Claim form. If you fail to submit a timely, properly completed and addressed Proof of Claim, your claim may be rejected and you may be precluded from any recovery from the Net Settlement Fund.

2. Submission of this Proof of Claim form, however, does not ensure that you will share in the Net Settlement Fund, even if you are a member of the Canadian or U.S. Class (collectively, the “Class”).

3. **YOU MUST MAIL YOUR COMPLETED AND SIGNED PROOF OF CLAIM POSTMARKED NO LATER THAN MARCH 19, 2009, ADDRESSED AS FOLLOWS:**

Molson Coors Brewing Company Securities Litigation
c/o Strategic Claims Services
Claims Administrator
600 North Jackson Street - Suite 3
Media, PA 19063

If you are NOT a member of the Class DO NOT submit this Proof of Claim form. You are not entitled to a recovery.

If you are a member of the Class and you have not timely and validly requested to be excluded from the Class, you will be bound by the terms of the Judgment entered in the Action governing your claim, WHETHER OR NOT YOU SUBMIT A PROOF OF CLAIM.

4. Separate Proofs of Claims must be filed for each differently named account or ownership (e.g., individual account, IRA account, joint account, etc.). However, joint tenants, co-owners or Uniform Gift to Minors Act (“UGMA”) custodians should file a single claim.

IDENTIFICATION OF CLAIMANT

1. Everyone who fits the following description is a member of the proposed *Canadian Class*, which is defined as the class to be certified or authorized, for purposes of settlement only, by the Superior Court of Quebec comprising all persons and entities resident or domiciled in Canada: (i) that, as former shareholders of Molson Inc. (“Molson”),

received shares of Molson Coors Brewing Company (“Molson Coors”) as a result of the February 9, 2005 merger of Molson and the Adolph Coors Company (“Coors”); (ii) that were open market purchasers of the common stock of Coors from July 22, 2004 through February 9, 2005, inclusive; or (iii) that were open market purchasers of the common stock of Molson Coors, from the completion of the merger of Molson and Coors through April 27, 2005, inclusive, and who were allegedly damaged thereby, and including the plaintiffs in the Additional Canadian Actions and all persons and entities resident or domiciled in Canada included within the putative classes on whose behalf the Additional Canadian Actions were brought. Legal persons established for a private interest, partnership or association, who employed more than 50 persons at any time during the period from October 25, 2004 to October 25, 2005, and who otherwise fit the above description, are not included in the Canadian Class. Such persons are however, included in the U.S. Class. Excluded from the Canadian Class are the Excluded Persons.

2. Everyone who fits the following description is a member of the *U.S. Class*, which is defined as the class to be certified, for purposes of settlement only, by the United States District Court for the District of Delaware comprising all persons and entities: (i) that, as former shareholders of Molson, received shares of Molson Coors as a result of the February 9, 2005 merger of Molson and Coors; (ii) that were open market purchasers of the common stock of Coors from July 22, 2004 through February 9, 2005, inclusive; or (iii) that were open market purchasers of the common stock of Molson Coors, from the completion of the merger of Molson and Coors through April 27, 2005, inclusive, and who were allegedly damaged thereby, other than members of the Canadian Class and Excluded Persons.

3. You may be a member of *either* the Canadian Class or the U.S. Class, but not both. “Excluded Persons” means: (i) the Defendants; (ii) members of the immediate family of each of the Individual Defendants; (iii) each person who at any time served as an officer or director of Molson Coors Brewing Company, Molson Inc., or Molson Coors Canada, and members of their respective immediate families; (iv) any person, firm, trust, corporation, officer, director or other individual or entity in which any Defendant has or had, during the Class Period, a controlling interest or which is related to or affiliated with any of the Defendants; and (v) any putative members of the Class who timely and validly request exclusion from the Class in accordance with the requirements set forth in the Notice.

4. If you held the common stock of Molson, Coors or Molson Coors in your name, you are the beneficial purchaser or acquirer as well as the record purchaser or acquirer. If, however, you purchased or otherwise acquired such common stock during the Class Period through a third party, such as a nominee or brokerage firm, and the shares were registered in the name of that third party, you are the beneficial purchaser or acquirer of these securities, but the third party is the record purchaser or acquirer of these securities.

5. Use Part I of this form entitled “Claimant Identification” to identify each beneficial purchaser or acquirer of the common stock of Molson, Coors or Molson Coors that forms the basis of this claim, as well as the purchaser or acquirer of record if different. **THIS CLAIM MUST BE SUBMITTED BY THE ACTUAL BENEFICIAL PURCHASER(S), (OR AUTHORIZED ACQUIRER(S) OR LEGAL REPRESENTATIVE(S) OF SUCH BENEFICIAL PURCHASER(S) OR ACQUIRER(S)), OF THE SHARES UPON WHICH THIS CLAIM IS BASED.**

6. All joint beneficial purchasers or acquirers must sign this claim. Executors, administrators, guardians, conservators and trustees must complete and sign this claim on behalf of persons represented by them and their authority must accompany this claim and their titles or capacities must be stated. The Social Security, Social Insurance or taxpayer identification number and telephone number of the beneficial owner(s) may be used in verifying this claim. Failure to provide the foregoing information could delay verification of your claim or result in rejection of your claim.

INSTRUCTIONS FOR THE IDENTIFICATION OF TRANSACTION(S)

1. Use Part II of this form entitled “Schedule of Transactions in Coors or Molson Coors Shares” to supply all required details of your transaction(s) in Coors, Molson or Molson Coors shares. If you need more space or additional schedules, attach separate sheets giving all of the required information in substantially the same form. Sign and print or type your name on each additional sheet. If you have a large number of transactions, you may submit information regarding your transactions electronically. Please contact the Claims Administrator: (Toll Free) 1-866-802-7949; www.molsoncoorssettlement.com for information on electronic submission of transactional information.

2. On the schedules in Part II, provide all of the requested information with respect to *all* of your purchases or other acquisitions and *all* of your sales of Coors or Molson Coors shares which took place at any time from July 22, 2004 through April 27, 2005, inclusive (the Class Period), whether such transactions resulted in a profit or a loss. “TSX” and “NYSE” mean the Toronto Stock Exchange and New York Stock Exchange, respectively. Please note whether you transacted in the following shares: Coors (NYSE: RKY); Molson Coors Canada, Inc. Class A Exchangeable Shares (TSX: TPX.A); Molson Coors Canada, Inc. Class B Exchangeable Shares (TSX: TPX.NV); Molson Coors Brewing Company Class A Shares (NYSE and TSX: TAP.A); Molson Coors Brewing Company Class B Shares (NYSE: TAP; TSX: TAP.NV).

3. You must also provide all of the requested information with respect to *all* of the Coors shares you held at the beginning of trading on July 22, 2004, all of the Molson Coors shares received in exchange for shares of Molson, and all of the Molson Coors shares held at the close of trading on April 27, 2005.

4. Failure to report all such transactions as requested in Part II may result in the rejection of your claim. List each transaction in the Class Period separately and in chronological order, by trade date (not the “settlement date”), beginning with the earliest. You must accurately provide the month, day, and year of each transaction you list.

5. Copies of broker confirmations, monthly account statements or other documentation of your transactions in Coors or Molson Coors shares must be attached to your claim. **DO NOT SEND ORIGINALS.** Failure to provide this documentation could result in rejection of your claim. The Parties and the Claims Administrator do not independently have information about your investments. The Claims Administrator may also request additional information as needed to efficiently and reliably calculate your losses.

Molson Coors Brewing Company Securities Litigation

PROOF OF CLAIM AND RELEASE

Must be Postmarked No Later Than:
March 19, 2009

Please Type or Print

PART I: CLAIMANT IDENTIFICATION

--

Beneficial Owner's Name (as it appears on your brokerage statement)

--

Joint Beneficial Owner's Name (as it appears on your brokerage statement)

--

Street Address

--

City

--

Foreign Province

--

Social Security Number:
(for individuals)

□□□□	-	□□□□	-	□□□□□□
------	---	------	---	--------

OR

Taxpayer Identification Number:
(for estates, trusts, corporations, etc.)

□□□□	-	□□□□□□□□
------	---	----------

--

Social Insurance Number

Check appropriate box::

Individual or Sole Proprietor
 Pension Plan
 Corporation
 Partnership
 Trust
 IRA
 UGMA Custodian
 Other _____

□□□□	□□□□	-	□□□□□□	□□□□	□□□□	-	□□□□□□
------	------	---	--------	------	------	---	--------

Area Code Telephone Number (Day) Area Code Telephone Number (Evening) Area Code Fax/Facsimile Number

--

E-Mail Address

Were your shares held in "street name" (i.e., in the name of a stock broker or other nominee)? If so, that broker or nominee is the Record Owner and you are required to fill in the following line.

--

Record Owner's Name (if different from beneficial owner listed above); e.g. brokerage firm, bank, nominee, etc.

PART II: SCHEDULE OF TRANSACTIONS IN COORS OR MOLSON COORS SHARES

- A. Number of Coors shares held at the beginning of trading on July 22, 2004: _____
- B. Number of Molson shares exchanged for shares of Molson Coors in the merger: _____
- C. Number of Molson Coors shares received in exchange for shares of Molson in the merger: _____
- D. **Purchases** (July 22, 2004 – April 27, 2005, inclusive) of Coors or Molson Coors shares:

	Issuer (Coors or Molson Coors)	Security Purchased	Exchange on Which You Purchased (TSX or NYSE)	Trade Date(s) (List Chronologically) (Month / Day / Year)	Number of Shares Purchased	Total Purchase Price* (U.S. \$ or CDN \$)
1.	_____	_____	_____	□□/□□/□□	□□□□□□□□	\$□□□□□□.□□
2.	_____	_____	_____	□□/□□/□□	□□□□□□□□	\$□□□□□□.□□
3.	_____	_____	_____	□□/□□/□□	□□□□□□□□	\$□□□□□□.□□
4.	_____	_____	_____	□□/□□/□□	□□□□□□□□	\$□□□□□□.□□
5.	_____	_____	_____	□□/□□/□□	□□□□□□□□	\$□□□□□□.□□
6.	_____	_____	_____	□□/□□/□□	□□□□□□□□	\$□□□□□□.□□

IMPORTANT: Identify by number listed above all purchases in which you covered a "short sale": _____

*Do not include commissions or fees.

E. **Sales** (July 22, 2004 – April 27, 2005, inclusive) of Coors or Molson Coors shares:

Issuer (Coors or Molson Coors)	Security Sold	Exchange on Which You Sold (TSX or NYSE)	Trade Date(s) (List Chronologically) (Month / Day / Year)	Number of Shares Sold	Total Sales Price* (U.S. \$ or CDN \$)
1. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□.□□
2. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□.□□
3. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□.□□
4. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□.□□
5. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□.□□
6. _____	_____	_____	□□ / □□ / □□	□□□□□□□□	\$ □□□□□□.□□

F. Number and type of Molson Coors shares held at the close of trading on April 27, 2005, (if none, write 0):

IF YOU REQUIRE ADDITIONAL SPACE, ATTACH EXTRA SCHEDULES IN THE SAME FORMAT AS ABOVE. SIGN AND PRINT YOUR NAME ON EACH ADDITIONAL PAGE.

PART III: SUBMISSION TO THE JURISDICTION OF THE COURT AND ACKNOWLEDGMENTS

1. I (We) submit this Proof of Claim under the terms of the Stipulation and Settlement Agreement dated November 6, 2008, described in the Notice. As a member of the U.S. Class or Canadian Class, I (We) submit to the jurisdiction of the United States District Court for the District of Delaware or the Superior Court of Quebec, as is applicable, with respect to my (our) claim and for purposes of enforcing the release set forth herein. I (We) further acknowledge that I (we) will be bound by and subject to the terms of any Judgment that may be entered in the Action that governs my (our) claim. I (We) agree to furnish additional information to the Claims Administrator to support this claim if requested to do so. I (We) have not submitted any other claim covering the same purchases, acquisitions, sales or holdings of Molson, Coors or Molson Coors shares during the Class Period and know of no other person having done so on my (our) behalf.

PART IV: RELEASE AND DECLARATION

1. I (We), on behalf of myself (ourselves), my (our) personal representatives, heirs, executors, administrators, trustees, beneficiaries, current and former plan members and contributors, successors, and assigns, hereby acknowledge full and complete satisfaction of, and do hereby fully, finally and forever settle, release and discharge from the Settled Claims¹ each and all of the Released Parties² as those terms and the terms related thereto are defined in the accompanying Notice and Stipulation, and shall not institute, continue, maintain, or assert, either directly, indirectly, or derivatively, whether in the United States, Canada, or elsewhere, on my own behalf or on behalf of any class or any other person, any action, suit, cause of action, proceeding, complaint, claim or demand against any Released Party or any other person who may claim any form of contribution or indemnity from any Released Party in respect of any Settled Claim or any matter related thereto. This release shall be of no force or effect unless and until the Effective Date (as defined in the Stipulation) has occurred.

2. I (We) hereby warrant and represent that I (we) have not assigned or transferred or purported to assign or transfer, voluntarily or involuntarily, any matter released pursuant to this release or any other part or portion thereof. I (We) hereby warrant and represent that I (we) am (are) not an Excluded Person as defined herein, in the Notice and in the Stipulation.

3. I (We) hereby warrant and represent that I (we) have included information about all of my (our) purchases, acquisitions, and sales and other transactions in Molson, Coors and Molson Coors shares, as requested, which occurred

¹ "Settled Claims" means any and all claims, rights, causes of action, damages, or liabilities of any kind, nature, and character whatsoever in law, equity, or otherwise, including both known and Unknown Claims, which were, could have been, or could be asserted in any forum by the Class Members against any of the Released Parties, whether under United States or Canadian federal, state, provincial, local, statutory, or common law, or any other law, rule, or regulation, and whether directly, indirectly, or derivatively, based upon, arising out of or relating to any acts, facts, transactions, occurrences, representations, allegations, or omissions during the Class Period concerning or in any way related to the acquisition or disposition of Molson, Coors, or Molson Coors securities during the Class Period, the allegations of the Actions and the Additional Canadian Actions, or any violation of law in connection therewith, or any public statements concerning or relating to Molson, Coors, or Molson Coors (or any of their subsidiaries or affiliates), but excluding any claims to enforce the terms of the Settlement. Settled Claims does not include those pending in the action entitled *Phillips v. Molson Coors Brewing Company, et al.*, No. 05-604 KAJ (D. Del.).

² "Released Parties" means Defendants and each of their respective present and former parents, subsidiaries, affiliates, officers, directors, employees, general or limited partners or partnerships, foundations, trusts, principals, trustees, attorneys, auditors, accountants, investment bankers, consultants, agents, insurers, co-insurers, heirs, executors, administrators, predecessors, successors, and assigns.

during the Class Period and the number of shares held by me (us) at the beginning of trading on July 22, 2004, and at the close of trading on April 27, 2005.

4. I (We) certify that I am (we are) NOT subject to backup withholding under the provisions of Section 3406 (a) (1)(C) of the Internal Revenue Code because: (a) I am (we are) exempt from backup withholding; or (b) I (we) have not been notified by the Internal Revenue Service that I am (we are) subject to backup withholding as a result of a failure to report all interest or dividends; or (c) the Internal Revenue Service has notified me (us) that I am (we are) no longer subject to backup withholding.³

I (We) declare under penalty of perjury under the laws of the United States of America or of Canada, as applicable, that the foregoing information supplied directly by, or indirectly on behalf of, the beneficial owner of Coors or Molson Coors shares is true and correct.

Executed this ____ day of _____, in _____, _____.

(Month / Year)

(City)

(State /Province/Country)

(Sign your name here)

(Type or print your name here)

(Signature of Joint Claimant, if any)

(Print your name here)

(Capacity of person(s) signing, e.g., Beneficial Owner, Executor or Administrator)

(Name(s) of the Beneficial Owner, if applicable))

ACCURATE CLAIMS PROCESSING TAKES A SIGNIFICANT AMOUNT OF TIME.

THANK YOU FOR YOUR PATIENCE.

Reminder Checklist:

1. Please sign the above declaration in Part IV.
2. Remember to attach supporting documentation.
3. Do not send original stock certificates.
4. Do NOT use a highlighter on this form or any supporting documents.
5. Keep a copy of everything you submit for your records.
6. If you desire an acknowledgment of receipt of your Proof of Claim and Release, please send it Certified Mail, Return Receipt Requested.
7. If you move, please send us your new address.

³ If you have been notified by the Internal Revenue Service that you are subject to backup withholding, please strike out the language above stating that you are not subject to withholding.

In re Molson Coors Brewing Company Securities Litigation
c/o Strategic Claims Services
Claims Administrator
600 North Jackson Street, Suite 3
Media, PA 19063

FIRST CLASS MAIL
U.S. POSTAGE
PAID
PERMIT NO. 138
PHILADELPHIA, PA

FIRST CLASS MAIL

PLEASE FORWARD—IMPORTANT LEGAL NOTICE